

Collectif révolution
permanente

Manifeste



2024

Cahiers révolution communiste

- n° 39 GMI, *Leçons d'Iran*, 2023
- n° 38 Lénine, Trotsky, *De l'Ukraine*, 1917-1939
- n° 37 Worontzoff, *La conception de la presse chez Lénine*, 1975
- n° 36 GMI, *Pour combattre l'oppression des femmes*, 2024
- n° 35 Just, *Le Front populaire 1935-1938*, 1977
- n° 34 Corte, *Les fronts populaires avant 1935*, 1977
- n° 33 Schoenman, *L'histoire cachée du sionisme*, 1988
- n° 32 GMI, *Le mouvement en défense des retraites*, 2023
- n° 31 GMI, *La Chine impérialiste*, 2021
- n° 30 Denis, *Lénine et l'émancipation des femmes*, 1976
- n° 29 Slaughter, *Lénine sur la dialectique*, 1963
- n° 28 GMI, *La révolution hongroise de 1956*, 2016
- n° 27 GMI, *La république des conseils de Hongrie de 1919*, 2019
- n° 26 GMI, *Les marxistes et l'écologie*, 2021
- n° 25 AIT, *La guerre civile en France*, 1871
- n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, 1902-1913
- n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924
- n° 22 CoReP, *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019
- n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, 1936
- n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, 1935
- n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, 1934
- n° 18 CoReP, *Plateforme internationale*, 2017
- n° 17 GMI, *Programme*, 2017
- n° 16 GMI, *La mobilisation contre la loi travail*, 2016
- n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917
- n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939
- n° 13 LC, *Manifeste du parti communiste*, 1847
- n° 12 QI, *Manifeste*, 1940
- n° 11 Just, *En défense des retraites*, 1995
- n° 10 Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865
- n° 9 GMI, *Bolchevisme contre lambertisme*, 2016
- n° 8 GMI, *L'Ukraine déchirée par les impérialismes*, 2015
- n° 7 Lénine & Zinoviev, *Le socialisme et la guerre*, 1915
- n° 6 Marx, *La crise*, 1847-1875
- n° 5 QI, *Programme*, 1938
- n° 4 GMI, *M&R-VdT et la guerre mondiale*, 2015
- n° 3 Chili 1970-1973, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky, *Armer le peuple*, 1911-1934
- n° 1 GMI, *Plateforme*, 2013



3 euros auprès des militants ou 5 euros par la poste à l'ARTP (p. 59)

Genèse du CoReP 2003-2004

Appel 4
Charte 13

Conférence de Valence 2024

Ouverture 22
Rapport politique 24
Manifeste 32
Présentation des statuts 43
Statuts 46
Lettre à toutes les organisations
révolutionnaires du monde 50

Appel des 5, 2003

Suite à la rencontre de Buenos Aires de décembre 2002, nous convoquons une conférence internationale, à laquelle pourront prendre part tous les courants, groupes, fractions, militants en accord avec les points programmatiques suivants.

1

Tous types de pseudo théories ont été admises ou inventées par les révisionnistes pour expliquer que le capitalisme décadent trouve les moyens de surmonter ses crises et de développer sans limites les forces productives : « révolution scientifique et technique », « capitalisme monopoliste d'État », « néocapitalisme », « économie d'armement permanente », « globalisation néolibérale », « nouvelle économie »...

Contre toutes ces élucubrations, nous affirmons que depuis longtemps le capitalisme a épuisé son rôle progressiste : l'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne. La contre-offensive impérialiste actuelle et la guerre contre l'Irak sont la réponse du système capitaliste agonisant, dans sa phase impérialiste, incapable de surmonter l'étroitesse des frontières nationales. Le capitalisme se survit en exploitant férocement les salariés, en écartant de la production des millions de travailleurs condamnés à la misère, en soumettant la plus grande partie de la planète au sous-développement, à la dette et à la domination, en détruisant les ressources naturelles, en détruisant des forces productives sous la forme des crises économiques et des guerres, devenant chaque fois plus parasitaire et destructeur et menaçant de détruire la civilisation humaine.

2

Dans la phase actuelle de crise et de krach récurrents de l'économie mondiale -qui depuis 1997, successivement, ont frappé l'Asie et le Japon, le Brésil et la Russie, l'Argentine et la Turquie, puis les États-Unis eux-mêmes, toutes les puissances impérialistes ont besoin impérieusement des sources de matières premières à bon marché, de réserves de main-d'œuvre esclave ou en réserve, pour augmenter les profits tirés de l'exploitation du monde colonial et semi-colonial, à quoi il faut ajouter l'augmentation de l'exploitation de leur propre classe ouvrière.

L'impérialisme cherche à sortir de la crise actuelle en augmentant le taux de profit. L'actuelle offensive colonisatrice de l'impérialisme américain est aussi un nouveau partage du monde au détriment des puissances impérialistes de second ou troisième ordre. La seconde guerre

contre l'Irak, portée par les États-Unis et la Grande-Bretagne, en dépit de l'opposition la France et de l'Allemagne, illustre l'exacerbation inévitable des rivalités entre les impérialismes. Si la révolution prolétarienne ne l'empêche pas, le capitalisme apportera à l'humanité une nouvelle boucherie mondiale, supérieure aux deux que nous avons vus au 20^e siècle.

3

Nous sommes aux côtés de toute nation opprimée attaquée par l'impérialisme, pour leur victoire militaire et pour la défaite militaire de l'impérialisme, mais nous combattons pour une direction prolétarienne de la guerre nationale, antiimpérialiste, qui la transforme en révolution socialiste, dans le pays dominé attaqué et au sein du pays impérialiste agresseur. Nous proclamons que celui qui n'est pas inconditionnellement pour la défaite de son propre impérialisme, qui n'est pas pour la victoire de la classe ouvrière et des nations opprimées par ce même impérialisme n'est pas un révolutionnaire antiimpérialiste.

Nous appelons la classe ouvrière américaine, aujourd'hui enchaîné par la politique chauvine de l'AFL-CIO, les classes ouvrières du Japon et d'Europe à combattre pour casser la subordination des organisations ouvrières à la bourgeoisie impérialiste et à combattre contre cette dernière, en s'alliant à leurs frères et sœurs de classe des pays semi coloniaux et coloniaux, en combattant pour la déroute de leur propre bourgeoisie impérialiste, leur gouvernement et de leur régime, sur le chemin de la révolution socialiste.

4

Nous dénonçons l'utopie d'une Europe capitaliste unifiée, et appelons la classe ouvrière européenne à engager la lutte pour renverser la monarchie et le gouvernement réactionnaire d'Aznar en Espagne, la 5^e république gaulliste française, le gouvernement anti-ouvrier et impérialiste de l'Allemagne unifiée, la monarchie et le gouvernement impérialiste de Tony Blair en Grande-Bretagne, etc. Bref, nous appelons au combat pour mettre en échec les gouvernements et les régimes des puissances impérialistes, pour renverser la bourgeoisie, démolir l'État bourgeois et imposer la dictature du prolétariat dans ces pays, ouvrant le chemin aux États-Unis Socialistes d'Europe.

5

Nous réaffirmons la validité du programme de la révolution permanente contre la politique du « front unique antiimpérialiste » avec la bourgeoisie nationale qui est réfutée depuis la tragédie de la révolution chinoise

de 1927. Nous impulsions l'unité d'action la plus large de tous les exploités contre l'impérialisme, tout en maintenant l'indépendance totale vis-à-vis de tout courant bourgeois et de tout gouvernement capitaliste. Toutes les bourgeoisies des pays semi coloniaux sont nécessairement pro-impérialistes. Elles voudraient bien récupérer la part de la plus-value extraite des travailleurs de leurs propres pays qui va à leurs maîtres impérialistes, mais, comme classe exploiteuse, ils craignent plus le déclenchement de la révolution prolétarienne que la victoire de l'impérialisme. Voilà pourquoi le nationalisme bourgeois et petit bourgeois, laïque ou clérical, capitule de façon permanente devant l'impérialisme et maintient le prolétariat et les peuples sous l'exploitation capitaliste. Notre perspective est le gouvernement ouvrier et paysan, car la seule classe qui peut émanciper de la domination impérialiste la nation opprimée est la classe ouvrière, prenant la tête des paysans et de toutes les masses opprimées et exploitées.

6

Nous dénonçons la reddition de la bourgeoisie irakienne, de la caste des fonctionnaires anti-ouvriers de Saddam Hussein et de la garde républicaine devant les agresseurs impérialistes, qui ont trahi ainsi la guerre nationale du peuple irakienne et la lutte antiimpérialiste des masses de tout le Proche-Orient, tandis qu'aujourd'hui les restes du parti nationaliste bourgeois Baas se révèlent être d'empressés collaborateurs des occupants américains et britanniques.

Nous dénonçons les directions nationalistes bourgeoises du peuple kurde opprimé, qui se sont alliées aux envahisseurs yanquis et britanniques dans leur guerre de colonisation contre l'Irak, lesquels ne feront qu'approfondir l'oppression et écraser toute lutte de ce peuple par son droit légitime à l'autodétermination nationale, y compris son droit à la séparation de l'Irak, de la Turquie, de la Syrie et d'Iran.

Nous dénonçons les gouvernements et les régimes des bourgeoisies arabes et perse du Proche-Orient, qui sont restés « neutres » dans la guerre contre l'Irak, en refusant de constituer, contre la coalition militaire impérialiste, une coalition de toutes les nations opprimées du Proche-Orient, d'envoyer ses armes, équipements, approvisionnements et ses armées combattre l'impérialisme en Irak.

7

Nous dénonçons la bourgeoisie palestinienne et son expression politique l'OLP d'Arafat, qui a trahi la lutte révolutionnaire du peuple palestinien, qui a capitulé devant l'impérialisme, devant le plan de « deux États » de l'ONU et devant le sionisme. La bourgeoisie palestinienne

prétend administrer un pseudo-État comme agent des impérialismes, négociant le sang du peuple martyr.

Nous déclarons la guerre à toutes les directions traîtresses et aux renégats du trotskysme qui soutiennent l'État sioniste d'Israël et la politique contrerévolutionnaire de « deux États » de l'ONU et des impérialistes. Nous combattons pour la destruction de l'État d'Israël, et pour un État palestinien laïque, démocratique et non raciste pour un gouvernement ouvrier et paysan dans la perspective d'une fédération des républiques socialistes du Proche-Orient.

8

Nous dénonçons Chavez et son Mouvement bolivarien bourgeois qui sacrifient la lutte antiimpérialiste des masses vénézuéliennes. À la table de négociation avec les Etats-Unis, avec des gouvernements comme celui de Lula et avec des « messagers de la démocratie » comme Carter et Alfonsín, Chavez a signé un accord dans lequel il a livré à la réaction impérialiste et putschiste, ce que celles-ci n'avaient pas pu conquérir dans les rues dans leurs deux tentatives contrerévolutionnaires.

Nous dénonçons également la direction syndicale de la COB de Bolivie, Quispe et Morales –tous membres du Forum social mondial- qui ont accordé une trêve au gouvernement assassin de Sánchez de Lozada et ont empêché que la classe ouvrière et les paysans mènent à la victoire le soulèvement de février dernier.

En Colombie, depuis des années, les trêves et les accords du FARC avec les gouvernements assassins successifs de ce pays, ont isolé la guerre paysanne et en même temps ont laissé passer sa chance au prolétariat des villes face aux fascistes des « escadrons de la mort ». En même temps, la direction stalinienne des FARC refuse d'exproprier les puits de pétrole, et le moindre hectare de terre dans les territoires qu'elle contrôle.

À bas les trêves et les accords ! Pour l'indépendance des organisations ouvrières des régimes, des gouvernements et des bourgeoisies compradores ! Seule cette orientation ouvrière pourra permettre de construire un mouvement ouvrier et paysan latino-américain qui, en lien avec ses frères et sœurs de classe nord-américains, combatta pour mettre fin à l'ignominie et à l'esclavage dans « l'arrière-cour » de l'impérialisme américain. Seule la classe ouvrière, à la tête des masses exploitées et des nations opprimées, pourra libérer les nations latino-américaines du joug impérialiste, en renversant la bourgeoisie et en imposant des gouvernements ouvriers et paysans, sur le chemin des Etats-Unis Socialistes de l'Amérique latine. Impérialistes yanquis,

hors de Cuba, de la Colombie, de Porto Rico, d'Équateur, de Bolivie et de toute l'Amérique latine ! Dehors les puissances impérialistes européennes qui spolient et vampirisent les peuples d'Amérique latine ! Impérialistes anglais, hors des Malouines ! Pour une fédération des républiques socialistes d'Amérique latine !

9

Nous appelons la classe ouvrière russe à reprendre le chemin des travailleurs, des soldats et des paysans rouges qui en octobre 1917 imposaient la première république ouvrière et socialiste victorieuse. La lutte pour la restauration de la dictature révolutionnaire du prolétariat dans les territoires de ex-l'URSS est aussi une tâche du prolétariat européen et mondial. Nous nous opposons à Kim Song Il de Corée du Nord, à Fidel Castro et à la bureaucratie restaurationniste cubaine ainsi qu'aux nouveaux bourgeois restaurationnistes chinois, qui ont conçu la pseudo théorie réactionnaire et anti-ouvrière du « socialisme de marché », comme le démontre l'exploitation brutale de la classe ouvrière chinoise ou l'avancée des mesures restaurationnistes à Cuba. En même temps, nous défendons inconditionnellement, face à l'impérialisme, ces États ouvriers bureaucratiques qui subsistent, à l'agonie ; nous combattons pour construire des soviets ouvriers et paysans et pour le renversement des bureaucraties restaurationnistes qui s'apprêtent à achever le rétablissement du capitalisme.

10

Nous déclarons la guerre à toutes les directions qui servent de flanc-garde à la bourgeoisie, à leur politique de collaboration de classes et à leurs coalitions de « fronts populaires ». L'histoire a démontré maintes et maintes fois que le chemin de la conciliation d'intérêts entre les capitalistes et les travailleurs est le chemin de la défaite et du massacre des masses. Aucune amélioration du sort du prolétariat mondial, a fortiori l'émancipation d'une classe exploitée ou semi-exploitée, ne peut être obtenue par la soumission à une quelconque fraction d'exploiteurs.

11

Nous dénonçons tous les serviteurs de l'ONU, y compris la majorité des renégats du trotskysme. Ils se sont agenouillés devant l'ONU, à l'instar de la nouvelle dirigeante stalinienne Gladys Marin du Chili, secrétaire générale de la conférence des partis communistes d'Amérique latine qui se réunit deux fois par an. Ces partis agissent en lien avec Fidel Castro, qui fut le fossoyeur de la révolution chilienne de 1973, qui enterra la révolution en Amérique centrale dans les années 1980 et qui voyage maintenant en Argentine pour soutenir Kirchner et essayer de liquider la révolution.

Fidel Castro et son porte-parole Gladys Marin, parties prenantes du Forum social mondial, ont déclaré que « un autre monde est possible »... sans exproprier les capitalistes, en poursuivant l'exploitation de la classe ouvrière, en appelant à « redistribuer la richesse » comme de vulgaires démocrates libéraux. Ils prétendent que l'ONU peut engendrer cet « autre monde », cette caverne de bandits impérialistes qui a approuvé la première guerre contre l'Irak et le blocus assassin qui s'en suivit. Cette même ONU qui essaie maintenant de reprendre pied en Irak pour défendre les intérêts des impérialistes français et allemands, ceux qui en 1948 ont consacré l'occupation de la Palestine et la création de l'État d'Israël et soutiennent aujourd'hui le massacre des Palestiniens avec la politique de « deux États » ; ceux qui ont promu et ont soutenu la guerre contre la Corée en 1950, etc.

12

Nous proclamons que, comme l'a prouvé la révolution argentine de 2001, l'axe de tout programme révolutionnaire, dans une situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire, doit être articulé autour du développement, de l'extension, de la centralisation et de l'armement des organismes de démocratie directe et d'autodétermination des masses qui, comme les assemblées populaires, les usines occupées, les commissions internes des usines arrachées à la bureaucratie syndicale et le mouvement piquetero, expriment la tendance des masses à établir un régime de double pouvoir. Quand commence une révolution, celui qui ne lutte pas pour le pouvoir et dans la perspective de la dictature du prolétariat, est un serviteur de l'État bourgeois. C'est pourquoi nous approuvons le slogan lancé en décembre 2002 : « Pour un gouvernement de la troisième assemblée nationale des travailleurs employés et sans emploi, et des assemblées populaires avec leurs organes d'autodéfense ! ».

13

Nous appelons à combattre ouvertement le pacifisme qui infecte la conscience de la classe ouvrière, comme nous nous opposons à la politique petite bourgeoise du terrorisme individuel qui est isolé des masses dans une lutte impuissante, qui les prive d'armes. Le soulèvement de la classe ouvrière et des paysans boliviens, au cri de « Fusil, metralla, Bolivia no se calla ! » (« Des fusils et des mitraillettes ! La Bolivie ne se tait pas ! »), montre la voie de l'armement du prolétariat.

Ce sont les directions bourgeoises et contrerévolutionnaires qui empêchent l'armement du prolétariat, la création de la milice ouvrière et la destruction de la caste de fonctionnaires des forces armées bourgeoises. Ainsi, en Palestine, Arafat et la direction bourgeoise de l'OLP, avec le

Hamas et le Hezbollah, empêchent l'armement généralisé du peuple palestinien et le livrent au massacre de Sharon et de son armée génocidaire. Il en découle aussi que nous défendons contre la répression tout combattant antiimpérialiste et d'exigeons la liberté inconditionnelle de tous les prisonniers antiimpérialistes du monde.

14

Nous affrontons partout les bureaucraties des organisations ouvrières de tous poil, achetées et corrompues par le grand capital, les bureaucraties syndicales nationalistes bourgeoises, sociales-démocrates et staliennes, corrompues par l'État, qui soumettent les travailleurs à leurs intérêts de camarilla et aux intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Nous affrontons les nouvelles bureaucraties des organisations piqueteras (chômeurs) de la classe ouvrière argentine qui gèrent les miettes octroyées par la bourgeoisie et, avec les bureaucraties syndicales, empêchent la jonction entre travailleurs au chômage et travailleurs avec emploi, qui divisent les rangs ouvriers.

Les syndicats, qui sont nés pour la défense des intérêts économiques des travailleurs, ont été de plus en plus transformés depuis des décennies par la bureaucratie syndicale, dont la base réelle est l'aristocratie ouvrière, en des appareils chargés de soumettre les travailleurs à la bourgeoisie et leur État au bénéfice de cette bureaucratie, en accompagnant l'appauvrissement croissant de la classe ouvrière. Les trotskystes combattent dans les syndicats pour éliminer leur bureaucratie, restaurer la démocratie ouvrière et nous affirmons que cela n'est possible qu'en luttant pour l'indépendance totale des organisations ouvrières vis-à-vis de l'État bourgeois qui les corrompt et les intègre. Nous combattons pour imposer la démocratie ouvrière par les comités d'usine, les piquets de grève, pour renouveler les directions syndicales en proposant résolument des dirigeants combattifs aux moments critiques et pour arracher une direction révolutionnaire des syndicats.

15

Nous proclamons que tout peuple qui en opprime un autre ne peut se libérer lui-même. Les bourgeoisies impérialistes exercent une oppression coloniale contre les restes de leur empire (Porto Rico, Irlande du Nord, Martinique, Guadeloupe, Nouvelle-Calédonie...) et occupent de nouveau des pays dominés (Bosnie, Afghanistan, Irak...).

Nous sommes pour l'indépendance de tous les protectorats et de toutes les colonies. De multiples peuples sont maintenus par la violence au sein de l'État bourgeois aux mains d'un peuple dominant (Basques, Kurdes, Kabyles, Tamouls...). Nous sommes catégoriquement du côté de la nation tchéchène opprimée et agressée, contre le génocide des troupes de

l'armée blanche de Poutine et de la bourgeoisie russe, agents de l'impérialisme. Nous sommes pour le droit à l'autodétermination nationale des peuples opprimés, incluant le droit de se séparer s'ils le désirent.

En aucun cas, nous ne nous adaptons au nationalisme petit-bourgeois ou bourgeois. Seule la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples opprimés assure l'unité du prolétariat. Pour la même raison, nous nous prononçons pour la liberté de circulation et d'établissement des travailleurs, pour la complète égalité des droits des prolétaires.

16

Nous réaffirmons la pertinence du léninisme et du trotskysme, le programme de la 4^e Internationale et sa mise à jour, comme continuité de la 3^e Internationale de Lénine et de Trotsky, école de stratégie révolutionnaire.

Dans cette perspective stratégique, nous appelons tous les courants qui disent combattre pour les intérêts de la classe ouvrière, à rompre avec la bourgeoisie et à entamer la lutte pour le pouvoir basés sur les organismes d'autodétermination et sur l'armement des masses. Dans le processus de ce combat, nous serons disposés à développer tout front unique ou unité d'action avec tout courant ouvrier qui est disposé à faire un pas en avant pour notre classe. Mais comme disait Lénine, si nous sommes disposés à frapper ensemble, nous marchons séparément : avant, pendant et après, nous ne renonçons pas à la critique des directions réformistes qui sont obligées de laisser leurs bureaux luxueux et se mettent à la tête de l'action de masses.

17

Le réformisme social-démocrate ou stalinien empoisonne les travailleurs avec sa prétention à la réforme de l'État capitaliste. Il sert les plans de la bourgeoisie à travers les appareils politiques et syndicaux, il s'allie avec elle par une « démocratie participative » ou « citoyenne » et il gère loyalement son État pour empêcher la révolution prolétarienne. Sociaux-démocrates et staliniens sont achetés par l'ennemi capitaliste.

18

Le centrisme pseudo trotskyste a bavardé sur la révolution pendant cinquante ans tandis que, dans la pratique, il se subordonnait aux appareils réformistes. La « 4^e Internationale » pabliste, la « 4^e Internationale » lambertiste, la LIT moréniste, l'UCI-LO hardyste, la TSI-IST cliffiste, le CIO-CWI ou la TMI-IMT grantistes, le MRQI altamiriste, etc. représentent la soumission au camp du réformisme, voire son intégration au réformisme.

19

La sociale-démocratie, le stalinisme et les bureaucraties syndicales ont sacrifié les plus élémentaires principes et la morale de classe. Les centristes, les révisionnistes et les liquidateurs de la 4^e Internationale les suivent. Le prolétariat a soif de droiture, d'honnêteté, de dévotion, de la plus vaste démocratie ouvrière. Pour examiner, pour résoudre et pour agir, les travailleurs et la jeunesse doivent exiler des organisations ouvrières la méthode introduite par ces directions qui essaient de dissoudre ou de faire taire les différences politiques à l'intérieur du mouvement ouvrier par la calomnie, les amalgames, et la violence physique.

20

Nous affirmons que le 21^e siècle commence comme a fini le 20^e, comme une époque de crises, de guerres et de révolutions, exhibant toutes les caractéristiques du capitalisme en décomposition. Contre tous les révisionnistes du trotskysme qui veulent décharger sur les masses la responsabilité des défaites subies et dissimuler ses propres capitulations et trahisons en affirmant que le problème est la « crise de subjectivité » des masses, le « retard de sa conscience », nous affirmons que le début du 21^e siècle confirme la prémisses centrale du programme de la 4^e Internationale : sans révolution sociale dans la prochaine période historique, toute la civilisation humaine est menacée par une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire, d'abord, de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.

21

Les participants de la conférence internationale de Buenos-Aires affirment la nécessité pour les noyaux révolutionnaires et internationalistes de construire des partis ouvriers révolutionnaires et le parti mondial de la révolution socialiste, à partir des forces qui se dégageront de la lutte des masses. Avec de telles organisations, l'insurrection prolétarienne pourra gagner, la révolution mondiale pourra triompher, le socialisme pourra se développer.

20 août 2003

Collectif pour une conférence internationale :
Communist Workers Group/Nouvelle-Zélande
Groupe bolchevik/France
Grupo Obrero Internacionalista/Chili
Liga Obrera Internacionalista/Argentine
Lucha Marxista/Pérou

Charte du CoReP, 2004

Il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays régnants du monde l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives. Il ne peut s'agir pour nous de transformer la propriété privée, mais seulement de l'anéantir ; ni de masquer les antagonismes de classes, mais d'abolir les classes ; ni d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle. (Engels & Marx, Circulaire à la Ligue des communistes, mars 1850)

SOCIALISME OU BARBARIE ?

Le capitalisme procède de l'exploitation des travailleurs salariés par la bourgeoisie. Le sort de la classe ouvrière, qui produit l'essentiel des richesses, est la pauvreté, l'incertitude de l'emploi et la mise en cause de ses droits.

La loi qui met l'homme social à même de produire davantage avec moyens de labeur devient, avec le capitalisme (où les moyens de production, au lieu d'être au service du travailleur, mettent le travailleur à leur service) en loi contraire, c'est-à-dire que, plus le travail gagne en ressources et en puissance, plus la condition d'existence du salarié, la vente de sa force, devient précaire. (Marx, Le Capital, 1867, livre I, ch. 25)

Aux mains des patrons et des États à leur service, le progrès technique aboutit au renforcement de l'exploitation, à la dilapidation des ressources naturelles, à la dévastation de l'environnement et à la production massive d'armements. La valeur d'usage de ceux-ci est la destruction des forces productives de l'humanité, comme l'illustrent une fois de plus les bombardements, l'invasion et l'occupation de l'Irak par le pays le plus avancé économiquement et scientifiquement.

La guerre menée en Irak par la soldatesque de l'impérialisme américain, de l'impérialisme britannique, de l'impérialisme australien et de quelques uns de leurs valets, ainsi que l'occupation de la Palestine par l'armée sioniste ou l'intervention militaire de la France en Côte d'Ivoire sont des illustrations de la barbarie à laquelle le maintien du capitalisme conduit l'humanité.

LES RACINES DE L'IMPUISSANCE ACTUELLE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Ces agressions sont facilitées par les défaites précédentes infligées au prolétariat mondial et aux pays dominés : rétablissement du capitalisme en Russie et dans la plupart des anciens États ouvriers bureaucratiques, succès des interventions militaires antérieures de l'impérialisme contre l'Irak, contre la Serbie, contre l'Afghanistan. Mais elles ne sont possibles que par la passivité et la complicité des organisations dont la classe ouvrière s'était dotée pour limiter l'exploitation et l'éradiquer avec les exploiters, avec leurs représentants politiques, avec leurs États.

Les travailleurs sont une majorité si écrasante, leur force est tellement multipliée par leur place stratégique dans la production, que s'ils s'unissaient pour agir conformément à leurs propres intérêts, une pichenette assurerait leur victoire sur la bourgeoisie. Mais ils ne sont pas unis, ils sont dépourvus de la conscience de classe. L'explication est l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les travailleurs. Cette influence est propagée dans les rangs ouvriers de différentes façons, mais la principale est la bureaucratie ouvrière. (Cannon, Speeches to the Party, 1953)

Ainsi, le coup d'État de Pinochet au Chili en 1973, la défaite des mineurs en Grande-Bretagne en 1985, la guerre contre l'Irak en 1991 et celle de 2003, n'étaient pas inévitables. Ils résultent de la politique des sommets du mouvement ouvrier, des appareils des partis traditionnels et des syndicats.

La racine matérielle de l'asservissement des directions actuelles de la classe ouvrière est la corruption par la classe dominante des appareils des organisations constituées par la classe ouvrière.

Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions des solides journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et d'obédience bourgeoise, voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des partis ouvriers bourgeois. (Lénine, L'Impérialisme et la scission du socialisme, octobre 1916)

L'achat des chefs et l'intégration des appareils ont beaucoup progressé en un siècle. Le résultat est qu'aujourd'hui, les agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière refusent de défendre la lutte nationale palestinienne, irakienne ou tchéchène, laissent isolés les chômeurs et les immigrés, gèrent loyalement le capitalisme (seuls au gouvernement comme en Grande-Bretagne ou dans l'État espagnol, avec des représentants de

la bourgeoisie comme en Allemagne ou au Brésil), protègent les États bourgeois menacés par les soulèvements (au moyen de trêves et de rafistolages institutionnels), cogèrent les entreprises et participent à l'application des plans de licenciement ou de destruction des conquêtes sociales, sabotent les grèves générales (par la division et les « journées d'action »), soutiennent leur bourgeoisie, leur gouvernement et l'ONU, multiplient les diversions (défense de l'intérêt national, voie électorale et parlementaire, pacifisme, Forum social mondial...).

L'abandon de la référence au socialisme et de tout internationalisme prolétarien par le mouvement ouvrier des pays impérialistes, la disparition de l'URSS et les reculs de la classe ouvrière mondiale, ont en outre renforcé l'influence des directions nationalistes petites-bourgeoises et bourgeoises, et en leur sein, de l'aile la plus réactionnaire, le fanatisme clérical.

L'islamisme a fourni plus d'une fois les supplétifs aux coups d'États et aux guerres réactionnaires fomentés par l'impérialisme américain : en Iran en 1953, en Indonésie en 1965, en Afghanistan en 1979, en Algérie en 1992... Défenseurs acharnés de la propriété privée et du patriarcat, oppresseurs des travailleurs, des femmes et de la jeunesse, égorgeurs des militants ouvriers, les réseaux politiques des imams et des mollahs stipendiés par l'Arabie saoudite ou l'Iran n'ont, en guise de stratégie, que la pression sur les puissances impérialistes. Ils l'exercent surtout au moyen d'attentats suicides, commis non par les prêtres eux-mêmes mais des jeunes combattifs dont ils redoutent le potentiel révolutionnaire et qu'ils préfèrent morts. Ces actes terroristes visent souvent des travailleurs, conformément à la nature sociale, capitaliste à forts traits féodaux, de ces courants.

IL FAUT À LA CLASSE OUVRIÈRE UN NOUVEAU PARTI, RÉVOLUTIONNAIRE ET MONDIAL

La deuxième guerre contre l'Irak a révélé au grand jour les rivalités entre impérialismes, dont l'objet était (et sera de plus en plus) le repartage du monde, l'asservissement des pays de l'ex-URSS, le pillage des ressources de la planète et du produit du travail social de tous les exploités. La rétablissement du capitalisme en Russie, la victoire militaire de l'impérialisme américain sur l'armée de Hussein n'ont aucunement assuré l'ordre mondial, ni la suprématie absolue des États-Unis sur les impérialismes européens et japonais.

En effet, de multiples crises économiques locales ou régionales, les récessions économiques régionales ou mondiales, attestent de l'approfondissement des contradictions du mode de production capitaliste. Tous les remèdes employés pour le prolonger, tant keynésiens que libéraux, ne font

que préparer une crise économique mondiale, conséquence inévitable du pourrissement de l'ensemble du mode de production capitaliste.

Chaque bourgeoisie tente d'en différer la venue et d'échapper à ses conséquences, au détriment de ses rivales et surtout de sa propre classe ouvrière. Dans ces conditions, la lutte pour l'émancipation des travailleurs exige d'affronter sa propre bourgeoisie, inclut le combat pour la rupture des organisations ouvrières, en particulier des syndicats, mais aussi des organisations étudiantes et paysannes, avec le gouvernement bourgeois, qu'il inclut ou non les partis réformistes.

Pour en finir avec les guerres et pour que l'humanité puisse s'épanouir, pour que l'exploitation, l'oppression nationale, la servitude des femmes et le racisme disparaissent, l'impérialisme doit périr. Seule la classe ouvrière est capable, en prenant la tête de la mobilisation de tous les opprimés, de renverser la bourgeoisie et de réaliser la révolution socialiste mondiale.

La lutte de classe contre la classe dominante au sein des États bourgeois et la solidarité internationale des travailleurs de tous les pays, voilà les deux règles de vie inhérentes à la classe ouvrière en lutte.
(Luxemburg, *Principes directeurs*, mars 1916)

Le prolétariat, au lieu de profiter des divergences au sein de sa propre bourgeoisie et des divisions de la bourgeoisie mondiale, se voit subordonné à telle ou telle fraction de la classe capitaliste par les partis réformistes d'origine stalinienne ou sociale-démocrate, par les bureaucraties syndicales et leurs flancs-gardes, les épigones dégénérés de feu la 4^e Internationale.

La dénonciation des trahisons des vieilles directions doit s'accompagner du combat pour la mobilisation des masses, pour leur auto-organisation. Seul leur mouvement révolutionnaire renversera la bourgeoisie, détruira son État, ouvrira la voie du socialisme. Mais pour que la lutte de la classe soit conduite à son terme, c'est-à-dire l'insurrection et la prise du pouvoir, le prolétariat doit être doté d'une nouvelle direction, il faut regrouper l'avant-garde des travailleurs conscients, il faut édifier un parti de type bolchevik. Le parti ouvrier révolutionnaire ne peut être que mondial à cause du caractère international que prend la lutte des classes, dès lors que le capitalisme domine la planète.

L'émancipation du prolétariat ne peut être qu'un acte international.
(Engels, *Lettre à Paul Lafargue*, 27 juin 1893)

Il s'en déduit que la construction du socialisme dans un seul pays était une utopie réactionnaire, singulièrement dans les pays économiquement arriérés comme la Russie et la Chine, l'Albanie et Cuba.

La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées tendent à sortir du cadre de l'État national. D'où les guerres impérialistes d'une part et l'utopie des États-Unis bourgeois d'Europe d'autre part. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. (Trotsky, Thèses sur la révolution permanente, novembre 1929)

LA DESTRUCTION DE LA 4^E INTERNATIONALE EST IRRÉVERSIBLE

La construction d'une nouvelle direction, d'une internationale ouvrière révolutionnaire, est l'objectif du Collectif qui publie *Révolution permanente*. La nouvelle internationale renouera avec les efforts internationalistes précédents du prolétariat : la Ligue des communistes, l'Association internationale des travailleurs, l'Internationale ouvrière, l'Internationale communiste, la 4^e Internationale. Quelle que soit le nom qu'elle prendra, elle sera la cinquième internationale ouvrière.

L'Internationale ouvrière a failli en 1914 : ses principales sections ont pris le parti de leur bourgeoisie dans la boucherie entre impérialiste. L'Internationale communiste a définitivement sombré en 1933, quand elle est devenue l'instrument de la bureaucratie usurpatrice de l'URSS contre la révolution mondiale, comme l'a démontré le rôle du stalinisme dans la défaite de la révolution espagnole. C'est alors que Trotsky et une poignée de cadres communistes se sont orientés vers une nouvelle internationale, proclamée en 1938.

Jamais une organisation révolutionnaire n'a vécu 70 ans. La 4^e Internationale n'a pas fait pas exception, même si plusieurs petits courants proclament frauduleusement l'incarner et si des dizaines d'autres prétendent abusivement pouvoir la « reconstruire », la « régénérer », la « refonder », la « recréer », etc. Cette dernière perspective est caduque, un demi-siècle après la destruction de la 4^e Internationale par sa propre direction. À partir de 1949, Pablo et Mandel, désorientés par la croissance capitaliste et par l'expropriation du capital réalisée sous l'égide de partis staliniens, déçus par l'incapacité de la 4^e Internationale à prendre la tête des luttes de masse, commencèrent à s'adapter à d'autres forces sociales, à chercher des substituts à la lutte du prolétariat et à la construction de partis ouvriers révolutionnaires.

Le 3^e « congrès mondial » de 1951 a révisé le programme sur le rôle de la bureaucratie du Kremlin, qu'il s'agissait désormais de réformer et non de renverser, avec des conséquences désastreuses pour la révolution poli-

tique en Allemagne de l'Est en 1953 et en Hongrie en 1956... Lors de ce congrès, Pablo a aussi remis en selle le « front unique anti-impérialiste » pour camoufler sa soumission aux mouvements nationalistes bourgeois avec des effets catastrophiques lors de la révolution bolivienne de 1952...

L'organisation trotskyste mondiale ne surmonta pas cette crise : même si plusieurs sections de la 4^e Internationale ont tenté de résister de 1951 à 1953, toutes ont finalement été emportées par l'opportunisme et liquidées comme organisations révolutionnaires.

À terme, il n'y a pas de place entre le social-patriotisme et le marxisme. Dans les pays impérialistes, les courants soi-disant trotskystes sont devenus des réformistes de gauche hors ou dans les partis staliniens, travaillistes ou sociaux-démocrates ; dans les pays dominés, ils constituent plutôt l'aile gauche du nationalisme.

Le drapeau de la 4^e Internationale a été mille fois déchiré et souillé par le refus de défendre les États ouvriers face à l'impérialisme, l'approbation de la répression des bureaucraties au pouvoir contre le prolétariat, l'acceptation d'interventions impérialistes et la ratification du colonialisme sioniste, le soutien aux revendications de policiers, des appels à voter pour des candidats bourgeois, des mystifications présentant comme socialistes ou révolutionnaires des partis contrerévolutionnaires (staliniens, sociaux-démocrates ou nationalistes), l'approbation de coalitions avec des représentants de la bourgeoisie, la cogestion, la participation directe à des gouvernements bourgeois (Algérie, Sri Lanka, Brésil), la subordination au marigot « antimondialisation » ou « altermondialiste », la collusion avec les islamistes...

COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS !

Nous publions *Révolution Permanente* pour tirer les leçons de ces trahisons et démasquer ces usurpateurs.

Notre collectif international est né d'une rencontre internationale à Buenos-Aires, en décembre 2002, un an après la crise révolutionnaire qui avait vu les masses argentines chasser le gouvernement bourgeois élu. La poignée d'organisations révolutionnaires qui s'y étaient retrouvées venaient de traditions différentes : le SU pabliste et la LIT (pour le GOI du Chili et la LOI d'Argentine), la LICR et le CEMICOR (pour le CWG de Nouvelle-Zélande et LM du Pérou), le Comité international de 1953 et le CORQI (pour le GB de France). Mais ces organisations affirmaient toutes rejeter le « front unique antiimpérialiste », vouloir re-

nouer avec la stratégie de la révolution permanente et construire un centre révolutionnaire commun.

Le Collectif a pu ainsi élaborer une déclaration contre la préparation de l'intervention impérialiste en Irak, un Appel en 21 points à une conférence internationale, une déclaration sur la révolution bolivienne. Grâce à cette activité, il a commencé à attirer d'autres organisations ou courants du Brésil, de Bolivie, du Chili, de l'État espagnol, de France, du Pérou, de Colombie, d'Australie... La dynamique de la discussion établie entre les groupes, tant par les déclarations concernant les grands événements mondiaux que l'Appel international en 21 points, ouvrait la perspective de construire un cadre, certes de dimension modeste, mais international, sur des bases principielles, tournant le dos au sectarisme autoproclamé.

Mais, la direction de la LOI-FTICI argentine s'est révélée incapable de surmonter le caudillisme, les manœuvres et le nationalisme hérités du pablisme façon Moreno, un aventurier argentin sans principe qui a capitulé successivement devant le maoïsme, le péronisme et le castrisme.

Fidèle à la conception du « parti guide » héritée du MAS argentin des années 1980, la direction de la LOI s'est révélée incapable de supporter la critique, au feu d'une discussion loyale et franche sur son rapprochement entre front populaire et front unique ouvrier, sa confusion entre aristocratie ouvrière et bureaucratie ouvrière, son adaptation au nationalisme latino-américain, son appui aux journées d'action des appareils syndicaux, son opportunisme face à l'islamisme... Ce refus l'a conduite à scissionner le Collectif et, pour se justifier, à cacher les positions en présence à ses propres militants, à falsifier celles de ses partenaires de la veille. La direction moréniste de la LOI a tenté de détruire le groupe péruvien en s'appuyant sur un militant mécontent de Lima et en traitant Lucha Marxista de « stalinien » et de « polpotiste ».

Puis, face aux résistances à ses procédés au sein du Collectif, elle a tenté au printemps 2004 de liquider le regroupement international, en employant toutes sortes de prétextes, de chantages et de mensonges. De cette façon, la direction de la LOI a porté un coup sévère au processus entamé à son congrès de décembre 2002, puisque la LOI était l'organisation la plus importante du Collectif. La raison réelle de sa rupture avec le Collectif est vite apparue : elle a renié les 21 points de l'Appel en mettant sur pied un « Comité de liaison », sans programme et sans avenir.

Ce triste épisode montre que le processus de réaffirmation du bolchevisme, dans un contexte de reflux de la classe ouvrière mondiale, ne sera pas un chemin tranquille. Pour autant, les révolutionnaires conséquents ne peuvent renoncer à tisser patiemment des liens internationaux, dans

la perspective de construire un parti mondial, l'internationale ouvrière révolutionnaire.

À notre époque, qui est l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'économie mondiale et de la politique mondiale dirigées par le capitalisme, pas un seul parti communiste ne peut élaborer son programme en partant uniquement ou principalement des conditions et des tendances des développements dans son propre pays. (Trotsky, Critique du programme de l'IC, 28 juin 1928)

Les noyaux bolcheviks sont numériquement faibles et la tâche est gigantesque. Mais ils misent sur la spontanéité du prolétariat et sur leur propre intervention à partir de l'expérience antérieure de la lutte de classe synthétisée dans les documents programmatiques de la Ligue des communistes élaborés par Marx et par Engels, de l'Internationale communiste du vivant de Lénine, de la 4^e Internationale du temps de Trotsky.

Les 21 points tentaient de concrétiser dialectiquement cette continuité pour aujourd'hui. Ils constituaient un instrument pour se délimiter de l'opportunisme et du centrisme. Par conséquent, les éléments programmatiques des 21 points étaient à débattre. En particulier, il est nécessaire de préciser que la 4^e Internationale est morte depuis longtemps ; de dénoncer toute capitulation devant l'islamisme.

Nous appelons les travailleurs et les jeunes de l'avant-garde internationale, les fractions et les organisations ouvrières révolutionnaires internationalistes à répondre à cette invitation à la discussion, à préparer la convergence internationale et principielle.

Telle est la fonction de *Révolution permanente* : permettre la discussion, le travail en commun et la fusion entre internationalistes, l'aide à l'intervention dans la lutte des classes pour faire vivre le programme et la construction des organisations dans chaque pays, inséparables de la délimitation du réformisme et du centrisme.

Cimenter ces éléments marxistes, si peu nombreux qu'ils soient au début, rappeler en leur nom les paroles aujourd'hui oubliées du socialisme authentique, convier les ouvriers de tous les pays à rompre avec les chauvins et à se ranger sous le vieux drapeau du marxisme : telle est la tâche de l'heure. (Lénine & Zinoviev, Le Socialisme et la guerre, août 1915)

7 novembre 2004

Groupe bolchevik/France
Grupo Germinal/État espagnol
Lucha Marxista/Pérou

REVOLUTION PERMANENTE

LEUR CRI DE GUERRE DOIT ÊTRE :
LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE (MARX & ENGELS)



2003-2004

Pour le rassemblement international
des bolcheviks
Contre les agressions impérialistes en Irak
et en Côte d'Ivoire
La séquestration des écoliers de Beslan et la question tchéchène
Un programme pour le Pérou
Polémique avec le GOI du Chili & la LOI-DO d'Argentine
Discussion avec la FT du Brésil & le POR
d'Argentine (TCL)

Collectif révolution permanent

REVOLUTION PERMANENTE

LEUR CRI DE GUERRE DOIT ÊTRE :
LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE ! MARX & ENGELS

ITE 1



2004 2007

L'Amérique latine en effervescence
Bolivie, Mexique, Pérou, Venezuela
L'Asie de l'Ouest aux prises avec
l'impérialisme et le colonialisme sioniste
Irak, Iran, Liban, Palestine
Discussion avec le GRA d'Autriche sur le front uni
anti-impérialiste

COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE / 4 €

Allocution d'ouverture, 2024

Le Collectif révolution permanente a pour but de préparer le renversement du capitalisme, d'aller au socialisme-communisme mondial. Il ne s'agit pas d'une utopie, mais d'une nécessité car le maintien du capitalisme mène l'humanité à sa perte. Il ne s'agit pas d'une utopie, mais d'une possibilité, grâce au développement des sciences et des techniques, à la croissance sans précédent historique des forces productives. Le socialisme-communisme est possible parce, parmi ces forces productives, figure une classe sociale qui est capable de renverser les rapports de production périmés et la course au profit qui mine notre environnement.

Cette classe est mondiale. Un aspect progressiste du capitalisme par rapport aux modes de production antérieurs est que, pour la première fois, il a unifié l'humanité. Certes, il a mondialisé l'économie et la culture de manière asymétrique, cruelle, exploitatrice. Reste qu'il a arraché pour la première fois et de manière irréversible l'humanité à la routine, à l'étroitesse, au localisme. Toute l'humanité a été mise en relation, forme un tout contradictoire. Pourtant, le capitalisme reste indissociable de la superstructure de presque 200 États qui fracturent la classe exploiteuse, qui découpent la population humaine, qui sont devenus des freins au développement des forces productives, qui constituent un obstacle à toute solution réelle à la crise écologique mondiale et qui représentent autant de menaces contre la révolution sociale. Ces multiples États s'affrontent en permanence, les plus puissants d'entre eux rivalisent de manière de plus en plus dangereuse.

Seul le prolétariat mondial peut mettre fin à la division du monde, à l'inégalité internationale, aux guerres. C'est pourquoi les communistes, qui sont la partie la plus consciente et la plus radicale du mouvement ouvrier, en sont en même temps l'aile la plus internationaliste. Leurs dirigeants ont toujours agi dans le cadre d'organisations internationales.

Si Marx et Engels étaient allemands, la Ligue des communistes n'était pas une organisation allemande, mais internationale. Même si elle a été dissoute après le reflux de la révolution européenne de 1848-1850, cette expérience et les cadres de la LC ont permis que les communistes dirigent et développent l'Association internationale des travailleurs qui regroupait tout le mouvement ouvrier de 1864 à 1871, jusqu'à l'écrasement de la Commune de Paris. Sur cette base et en s'appuyant sur le SPD allemand, Engels, Bebel, Kautsky, Bernstein, Guesde, Lafargue, Plekhanov, Labriola... ont pu proclamer l'Internationale ouvrière en 1889.

Certes, la 2^e Internationale a fini par trahir en 1914, à cause de l'intégration à leur État bourgeois national des appareils des principales sec-

tions. Mais, sans l'Internationale ouvrière, il n'y aurait pas eu de Parti bolchevik, ni de Ligue Spartacus. C'est dans le cadre de l'Internationale ouvrière qu'ont été formés, entre autres, Luxemburg, Lénine et Trotsky.

Grâce au Parti bolchevik, la révolution russe a vaincu en 1917. Cela a ouvert la voie à la proclamation de l'Internationale communiste en 1919. Faute de parti construit à temps, la révolution socialiste a échoué en Hongrie et en Allemagne en 1919. À cause de la subordination de l'organisation communiste chinoise à la bourgeoisie nationale, le prolétariat chinois a été écrasé en 1927. Le pouvoir soviétique est resté isolé, l'URSS a dégénéré. La bureaucratie russe a échappé au contrôle des communistes, elle s'est emparée du parti unique et de l'État ouvrier en 1924. Elle a soumis la 3^e Internationale à ses besoins nationaux, elle a causé la défaite historique en Allemagne en 1933. Elle a employé consciemment à partir de 1934 les partis bureaucratisés à la défense de l'ordre capitaliste, avant de la liquider officiellement en 1943.

Le flambeau de l'internationalisme a été repris dès 1929 par l'Opposition de gauche de l'IC puis par la 4^e Internationale à partir de 1933. Sa direction a flanché à partir de 1949, avant d'avoir pu trouver une base de masse, sous la pression du stalinisme et du nationalisme bourgeois des pays opprimés.

La crise de la direction internationale est donc plus grave que jamais. Dans chaque crise importante, dans chaque lutte significative, le prolétariat mondial est confronté aux trahisons des bureaucraties, aux agents de la bourgeoisie nationale au sein des masses et aussi aux centristes qui parlent de révolution mais refusent de rompre avec elles. Nous ne pouvons pas choisir les conditions dans lesquelles nous luttons. Notre devoir est de lever ces obstacles, de construire une nouvelle direction, ce qui ne peut être fait à l'échelle d'un État, en repoussant à plus tard la question de l'Internationale. Le capitalisme pourrissant est mondial, la classe révolutionnaire est mondiale, les problèmes de stratégie sont mondiaux, le programme est mondial.

Le Collectif révolution permanente n'a pas la prétention d'être la direction prolétarienne internationale, ce serait ridicule. Mais, aussi peu nombreux sommes-nous, notre conférence a aussi pour but d'en finir avec l'activisme décervelant, avec la vaine recherche « intersectionnelle » ou « identitaire » de substituts à la classe ouvrière, avec la subordination à tel ou tel appareil (syndical, réformiste, nationaliste, féministe bourgeois ou écologiste). Cette conférence doit constituer une étape, aussi modeste soit-elle, pour résoudre la crise de direction mondiale, pour construire une internationale communiste révolutionnaire qui aidera dans chaque pays le prolétariat à vaincre, pour avancer vers le socialisme-communisme mondial.

Rapport politique, 2024

Je vais simplement faire un certains nombre de commentaires autour de notre projet de résolution internationale.

Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux. (Trotsky, La Révolution permanente, 1930)

Il est donc indispensable d'appréhender au plus juste la situation internationale pour dégager des perspectives politiques au plan international, bien sûr, mais également national.

Rappelons-nous, il n'y a pas si longtemps, il semblait aux commentateurs bourgeois que la mondialisation allait unifier dans un seul marché la circulation des marchandises et des capitaux, résorber les différends et apporter une croissance continue. Il n'y a pas si longtemps, l'OMC résorbait plus ou moins laborieusement les différends commerciaux, les subventions jugées abusives car faussant les règles de la concurrence, par exemple entre Airbus et Boeing. Évidemment c'était une chimère derrière laquelle les contradictions fondamentales du capitalisme au stade impérialiste, des rivalités inter impérialistes travaillaient. Que reste-t-il aujourd'hui de tout cela ? Rien ou pas grand-chose !

La situation mondiale est marquée par la rivalité croissante entre le vieil impérialisme étatsunien et le jeune impérialisme chinois. Si on regarde la situation de manière dynamique, on a d'un côté un ascenseur qui descend, l'impérialisme américain, et de l'autre, un ascenseur qui monte, l'impérialisme chinois. Certes ce mouvement n'est pas linéaire, continue, progressif, il connaît des ratés, des oscillations, mais c'est la tendance générale. Compte-tenu de la place, du poids économique, politique et militaire de ces deux impérialismes, il est inévitable que la rivalité croissante entre les deux impérialismes les plus puissants de la planète structure la situation mondiale. Cette rivalité, pour le moment, reste essentiellement sur le terrain économique et diplomatique, mais elle est irréductible. Des deux côtés, les préparatifs militaires se renforcent chaque année. Fondamentalement, il y a un crocodile de trop sur les deux dans le marigot. À terme, il faudra nécessairement que l'un triomphe de l'autre dans un affrontement mondial, à moins que la classe ouvrière ne parvienne à tracer sa voie vers la prise du pouvoir et à renverser la logique inéluctable de l'impérialisme. Même si l'un ou l'autre de ces impérialismes peut s'affaiblir sous le poids de la crise éco-

nomique, je ne crois pas que l'un ou l'autre de ces deux impérialismes va s'effondrer sous le poids de la crise économique. Au contraire cela ne peut que renforcer la tension entre eux.

L'impérialisme américain n'est plus hégémonique comme il l'a été, mais il reste la première puissance économique et de loin la première puissance militaire.

La puissance des Etats-Unis dans le monde et l'expansionnisme qui en découle les obligent à introduire dans les fondations de leur édifice les explosifs de l'univers entier : tous les antagonismes de l'Occident et de l'Orient, les luttes de classes de la vieille Europe, les insurrections des masses colonisées, toutes les guerres et toutes les révolutions. (Trotsky, L'Internationale communiste après Lénine, 1928)

En effet, l'impérialisme américain a dû prendre en charge au premier chef la guerre au Vietnam, en Irak, en Afghanistan... Tout cela fatigue... Fut un temps où l'impérialisme américain arrêta d'un geste l'impérialisme britannique et l'impérialisme français embarqués pour reconquérir le canal de Suez en 1956 et aujourd'hui il peine à retenir Israël...

Il a réorienté depuis 2011 ses efforts diplomatiques, économiques et militaires pour tenter de contenir l'essor de l'impérialisme chinois. Certes, les États-Unis ont réduit de 18 % leur volume d'importations en provenance de Chine entre 2017 et 2023, mais les barrières tarifaires n'ont pas diminué pour autant le déficit commercial, passé de 621 milliards à 773 milliards de dollars entre 2018 et 2023. La Chine passe par le Mexique comme elle le fait avec l'Europe en montant des usines automobiles en Hongrie, en Italie... parfois en alliance comme le chinois Leapmotor avec l'italo- français Stellantis pour contourner les droits de douane.

La Chine, depuis les réformes pro-capitalistes de 1978 et la restauration du capitalisme en 1992, est passée d'un statut de pays largement dépendant des investissements étrangers au rang d'un impérialisme conquérant, deuxième puissance économique mondiale. Selon les lois du développement inégal et combiné dégagées notamment par Trotsky, la Chine s'est approprié d'un coup les dernières technologies des autres impérialismes, ou peu s'en faut. Elle suit le même chemin qu'avait emprunté, toutes proportions gardées, l'Allemagne de la fin du 19^e siècle, qui avait rattrapé tout son retard sur l'impérialisme anglais et secondairement français, avec des usines ultramodernes. La Chine est capable d'envoyer des missions spatiales. Certes, l'impérialisme chinois est encore en retard dans certains domaines, par exemple sur les puces électroniques et semi-conducteurs de dernières générations, qui font l'objet d'un embargo imposé par les EU. Mais là-aussi, l'impérialisme chinois travaille à

combler ce retard et Huawei est désormais capable de produire ses propres puces gravées à 7 nanomètres quand les meilleurs produites par Taïwan le sont à 3 nanomètres. L'impérialisme chinois ne traine pas derrière lui autant de poids des capitaux investis dans d'anciennes technologies et devenus obsolètes que les vieux impérialismes. Cela est dû aussi à l'encadrement policier et l'exploitation féroce du prolétariat chinois, aux camps de travail pour les Ouïgours, à la colonisation des Tibétains... Cet impérialisme connaît des limites, crises et freins au développement des forces productives comme tout autre impérialisme. Par exemple il y a en Chine une gigantesque crise immobilière depuis plusieurs années qui n'arrive pas à se résorber. Le plus grand promoteur, Evergrande a été mis en faillite en 2023 avec plus de 310 milliards d'euros de dettes ! Et comme la Chine connaît une crise de surproduction et une faible croissance interne, elle inonde les marchés mondiaux avec ses panneaux solaires, son acier, ses voitures électriques vendus à moindre coût. Mais il est ouvertement candidat à détrôner l'impérialisme américain d'ici 2049, au centenaire de la révolution chinoise !

Cette lutte entre les deux impérialismes les plus puissants pour le repartage du monde bouleverse tous les rapports mondiaux entre les impérialismes et entre différentes puissances capitalistes régionales, non seulement sur le terrain économique mais aussi en ravivant d'anciens conflits militaires ou en en ouvrant de nouveaux. C'est en profitant d'un désengagement relatif de l'impérialisme américain en Europe que l'impérialisme russe envahit l'Ukraine, La constitution ou reconstitution de blocs économiques et militaires autour des deux impérialismes principaux, non seulement tend à fragmenter le marché mondial mais dessine aussi les lignes de force d'un possible conflit militaire mondial. Pendant que l'Otan s'élargit, renforce ses capacités et intègre désormais un conflit avec la Chine dans ses projections, la Chine et la Russie ont renforcé leur alliance économique et militaire, au profit et sous la direction de l'impérialisme chinois, beaucoup plus puissant, et tentent d'élargir le bloc de leurs alliés. C'est pourquoi tous les impérialistes augmentent leurs dépenses militaires.

La guerre économique entre les deux principaux impérialismes s'ajoute aux crises économiques et financières récurrentes du capitalisme au stade impérialiste, elle entrave l'accumulation du capital, les échanges... Non seulement les perspectives mondiales de croissance sont faibles, mais la crise frappe déjà un certain nombre de pays dominés.

En 2022, l'augmentation importante des taux directeurs des banques centrales des principales puissances impérialistes en réaction à l'inflation a précipité des crises monétaires et financières dans de nombreux

pays dominés, entraînant la fuite des capitaux, une inflation hors de contrôle qui plonge la population dans la misère et aggrave le poids de la dette, comme en Turquie ou en Argentine. Selon la Banque mondiale, les 75 pays les plus pauvres du monde, dont plus de la moitié se trouvent en Afrique, auront consacré cette année pratiquement le montant total des aides perçues, environ 100 milliards de dollars au service de la dette (remboursement des intérêts et du principal) soit 90 milliards de dollars !

Et même dans les principaux pays impérialistes, les conditions de vie du prolétariat, de larges couches de la petite-bourgeoisie (étudiants, agriculteurs, etc.) se dégradent fortement, quand bien même ces pays affichent un taux de croissance du PIB. C'est le cas par exemple des États-Unis où il ne faut pas sous-estimer cette dégradation qui est un des ressorts de la situation, évidemment lié à l'absence de perspectives ouvrières.

La faiblesse de la croissance capitaliste mondiale et l'intensification des rivalités inter impérialistes amènent chaque bourgeoisie, dans les pays impérialistes comme dans les pays dominés, à durcir ses attaques contre la classe ouvrière, contre tous les acquis sociaux, contre les services publics, contre la majorité des couches de la petite bourgeoisie.

Partout, les classes dominantes renforcent en même temps les tendances nationalistes et protectionnistes des fractions, plus ou moins larges selon les cas, des bourgeoisies nationales victimes de la concurrence internationale. Nationalisme et protectionnisme, xénophobie, et racisme, cléricisme et fondamentalisme religieux, masculinisme et hostilité aux droits des femmes, haine des minorités (religieuses, ethniques, sexuelles), complotisme et obscurantisme antivaccin... sont les étendards de la réaction. Cette réaction est par bien des aspects en dehors de tout rationalisme, qui était tout de même un des apanages de la bourgeoisie quand elle était une classe progressiste. Mais c'est l'assujettissement du prolétariat et de la petite-bourgeoisie, pour ne pas dire l'abrutissement, aux intérêts nationaux étriqués de la patrie, qui en est le fondement nécessaire. Les résultats de l'AFD, flanquée par la BSW en Allemagne, ou ceux du FPÖ en Autriche illustrent parfaitement cette tendance mondiale.

Aux États-Unis, on ne peut pas dire, (ou pas encore ?) que Trump soit un fasciste, mais il n'en est pas loin. Quand il parle des immigrés mexicains, quand il dit vouloir éradiquer le communisme supposé des fonctionnaires, il parle comme un fasciste. L'invasion du Capitole par ses partisans en 2020 était une tentative fasciste, même si elle était très mal préparée. Et si le Parti Républicain n'est pas un parti fasciste, une partie plus ou moins grande de ce parti peut parfaitement le devenir très rapide-

ment. Nul ne sait quels seront les résultats des élections de novembre, mais visiblement c'est très serré. Un des moteurs de Trump, c'est la paupérisation d'une partie de la population qui a subi de plein fouet l'inflation sous Biden, qui n'a pas de perspective ouvrière, qui ne voit dans Kamala Harris qu'une représentante de « l'establishment » comme Hillary Clinton en son temps et l'autre moteur, c'est la fraction du grand capital qui se range derrière lui, comme Elon Musk, ce qui est significatif.

Cette montée de la réaction partout dans le monde n'est pas une fatalité, mais le produit de la capitulation des partis réformistes (« travaillistes », « sociaux-démocrates », « communistes ») devant leur bourgeoisie. Elle est le produit de la capitulation des bureaucraties syndicales devant les exigences de leur bourgeoisie. Elle est le produit de l'adaptation des organisations centristes à des fractions « démocratiques », « écologistes » ou « antiimpérialistes » de la classe dominante, de leur suivisme envers les partis ouvriers bourgeois, de leur capitulation envers les bureaucraties syndicales, de leur adaptation aux appareils de l'écologisme petit-bourgeois, du féminisme petit bourgeois, des mouvements identitaires, de l'islamisme, etc. J'insiste sur l'obstacle des organisations centristes. Cela est extrêmement important car ce sont les organisations centristes qui captent la recherche d'une issue révolutionnaire dans la classe ouvrière et la jeunesse pour l'emmener dans une impasse.

C'est tout cela qui amène la classe ouvrière de défaite en défaite, sabote toute perspective ouvrière, précipite des couches de la petite-bourgeoisie et même du prolétariat dans les bras des partis fascistes ou fascistants.

Sur les questions de l'environnement et du climat, ce n'est pas un ajout décoratif pour satisfaire à une mode. Ces questions s'ajoutent aujourd'hui aux périls occasionnés par l'impérialisme. Cette crise écologique sous ses diverses formes menace déjà existentiellement des centaines de millions d'hommes. Il est du devoir des révolutionnaires de relier ces questions au combat pour en finir avec le mode de production capitaliste, au rebours de tous les courants petits-bourgeois qui prétendent qu'il est possible de régler ces problèmes sans renverser le capitalisme, ce qui n'est que du réformisme le plus plat.

On vérifie si une organisation a quitté ou non le terrain du marxisme, des enseignements des combats passés à l'aune de l'analyse et des perspectives qu'elle ouvre pour la classe ouvrière face aux grands événements internationaux. C'est à cela que l'on juge une organisation révolutionnaire. Nos positions sur la Palestine et sur l'Ukraine sont sans ambiguïté et nous pouvons et devons les afficher fièrement, au contraire des positions des réformistes, ex-staliniens ou centristes.

Sur la Palestine, on voit bien que le sionisme, c'est la guerre à outrance non seulement contre le peuple palestinien, mais aussi contre les pays voisins. Nous ne dévions pas de notre ligne : démantèlement de l'État colon sioniste, alors que les gouvernements impérialistes et, à leur suite, les réformistes de tout poil, les centristes, prétendent que la solution réside dans la création d'un État palestinien au côté de l'État d'Israël. Il n'y aura pas de paix en Palestine sans le démantèlement de l'État sioniste, sans une Palestine démocratique, multiethnique, bilingue laïque et socialiste. Pour le gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient ! Voilà la perspective pour le prolétariat palestinien comme pour le prolétariat juif qui doit rompre avec le sionisme. Évidemment, le rapprochement entre le prolétariat palestinien et le prolétariat juif sur cette base commune est aujourd'hui très difficile, alors que le prolétariat juif est presque totalement sous l'emprise du sionisme et soutient majoritairement les offensives militaires de Netanyahou, alors que le prolétariat palestinien est lui sous l'emprise d'organisations islamistes réactionnaires comme le Hamas ou bien sous le contrôle de l'OLP. Mais c'est la seule perspective politique révolutionnaire, en comprenant que cette perspective n'a de sens qu'en l'ouvrant à la fédération des États-Unis socialistes du Proche-Orient, car sinon l'espace entre la mer et le Jourdain est bien trop restreint pour offrir toutes les possibilités pour régler cette question. Enfin il y a un deuxième axe de notre combat sur la Palestine, là aussi que nous sommes bien seuls à porter, c'est le combat de front unique pour organiser le boycott effectif dans les usines, les ports et aéroports des livraisons d'armes et de munitions indispensables à Nétanyahou. C'est ce que demandent les syndicats palestiniens. Cela aussi nous différencie de la plupart des organisations centristes, qui sont en paroles en solidarité avec les Palestiniens, demandent le boycott des fruits et légumes israéliens mais ne bougent pas le petit doigt pour le boycott des armes vers Israël !

Sur l'Ukraine aussi, notre position est claire. Droit à l'Ukraine de se défendre contre l'agression impérialiste russe, y compris en se servant des armes fournies par les autres impérialismes. Mais attention : il ne s'agit pas encore d'une guerre entre puissances impérialistes, mais cela peut le devenir. Les États occidentaux fournissent des armes à l'Ukraine, mais se gardent bien pour l'instant d'y intervenir directement contre l'armée russe. La prudence dans le « débat » sur l'autorisation ou non donnée par les impérialismes à l'armée ukrainienne d'utiliser des armes à longue portée sur le territoire russe illustre que le passage à une guerre inter impérialiste n'est pas encore franchi. Mais il est proche. Toutefois il devient de plus en plus évident que le soutien à l'Ukraine des autres impérialismes commence à faiblir. Déjà Trump a dit qu'il trouvait que

les milliards employés pour cela seraient bien plus utiles aux États-Unis et c'est aussi la position, *mezza voce*, qui se fait entendre dans certains pays européens. L'Ukraine peine de plus en plus à résister à la pression de l'armée russe. Il y a d'abord des faits objectifs : l'Ukraine c'était environ 40 millions d'habitants, 6 millions sont partis, et la Russie, c'est 144 millions et c'est un impérialisme. Mais surtout le gouvernement de Zelensky mène la guerre avec les méthodes de la bourgeoisie compradore, mêlant idéologie chauvine, affairisme, passe-droits, restrictions des libertés démocratiques et pressions de toutes sortes sur le prolétariat, soumission et vente du pays aux intérêts économiques et stratégiques des impérialismes américain, allemand, britannique, français... Comme c'est un gouvernement bourgeois, en aucun cas il ne fait appel au prolétariat russe, à l'internationalisme prolétarien pour mettre fin à la guerre car il n'est évidemment pas sur la ligne de la fraternisation du prolétariat ukrainien et du prolétariat russe. Si c'était un gouvernement ouvrier en Ukraine, c'est moins des bombes qu'il balancerait sur le front et en Russie que des tracts pour appeler le prolétariat russe à se dresser contre son propre impérialisme et sa guerre !

Ce n'est pas la combattivité des masses qui a manqué. La résistance palestinienne obstinée, l'irrédentisme kurde, l'incapacité de l'armée russe à conquérir l'Ukraine ; les derniers soulèvements en Birmanie, en Sri Lanka, au Venezuela et au Bangladesh ; la révolte contre les assassinats de Noirs aux États-Unis, contre les pogroms en Grande-Bretagne, en défense des réfugiés en Italie et en Allemagne ; les grèves de salariés aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, etc. ; les mobilisations ces dernières années de femmes travailleuses en Argentine, en Pologne, en Espagne, en Iran ; la mobilisation pour les libertés à Cuba ; le soutien international au peuple palestinien... montrent que les masses se défendent, qu'elles combattent. Le problème qui n'est pas résolu depuis la trahison de la 2^e Internationale et la dégénérescence de l'Internationale communiste est celui de leur direction. Sans un parti mondial de la révolution socialiste, la classe ouvrière ne peut pas guider les masses exploitées et opprimées. Elle reste elle-même-même victime des trahisons des agents de la bourgeoisie.

Nous sommes ici réunis pour la première conférence internationale du CoReP. Nous sommes en passe de franchir un pas qualitatif, en nous dotant d'un embryon d'organisation internationale centralisée démocratiquement, d'une direction élue, de statuts et d'un passeport politique, ce projet de manifeste international. Bien sûr, nous ne sommes qu'une poignée. Mais, à Zimmerwald en 1915, pour reprendre ce que Trotsky disait, l'internationale tenait dans deux voitures. Alors bien sûr, il y a des limites à cette analogie, ce n'est pas la guerre mondiale

aujourd'hui et surtout il n'y a pas de parti bolchevik comme il en existait alors pour servir de base au combat pour la 3^e Internationale. Mais, toutes proportions gardées donc, cette conférence est aussi un moment historique que nous sommes en train de vivre.

19 octobre 2024



Plateforme, 2017
Cahier révolution communiste n° 18

Manifeste du CoReP, 2024

Tel est le combat des communistes internationalistes !

1

La situation mondiale est marquée par la rivalité croissante entre le vieil impérialisme étatsunien et le jeune impérialisme chinois, dans le contexte d'une grave crise écologique. Cette rivalité, pour le moment, reste essentiellement sur le terrain économique et diplomatique, mais elle est irréductible. Des deux côtés, les préparatifs militaires se renforcent chaque année.

À terme, il faudra nécessairement que l'un triomphe de l'autre dans l'affrontement à l'échelle mondiale, à moins que la classe ouvrière ne parvienne à tracer sa voie vers la prise du pouvoir et à renverser la logique inéluctable de l'impérialisme.

L'impérialisme américain n'est plus hégémonique comme il l'a été, mais il reste la première puissance économique et de loin la première puissance militaire. Il a réorienté depuis 2011 ses efforts diplomatiques, économiques et militaires pour tenter de contenir l'essor de l'impérialisme chinois. Loin du libre-échange, cette lutte se manifeste aujourd'hui par la multiplication des interdictions, entraves, taxations, etc. frappant aussi bien les exportations chinoises aux États-Unis que les exportations en Chine de matériels et composants technologiques avancés, non seulement américaines, mais également en provenance de pays tiers sur lesquels l'impérialisme américain peut exercer une pression. Cependant, cette politique protectionniste à l'égard d'un pays ayant le potentiel économique et scientifique de la Chine a, à moyen et long terme, des effets contradictoires pour les propres intérêts des États-Unis, car elle pousse le géant asiatique à rendre sa technologie, ses chaînes d'approvisionnement et ses finances internationales indépendantes de celles actuellement contrôlées par ses impérialismes rivaux ou alliés.

La Chine, depuis les réformes pro-capitalistes de 1978 et la restauration du capitalisme en 1992, est passée d'un statut de pays largement dépendant des investissements étrangers au rang d'un impérialisme conquérant, deuxième puissance économique mondiale. Elle le doit à la jeunesse de son impérialisme qui ne traîne pas derrière lui autant de poids des capitaux investis dans d'anciennes technologies et devenus obsolètes que les vieux impérialismes. Et elle le doit aussi à l'encadrement policier et l'exploitation féroce du prolétariat chinois, aux camps de travail pour les Ouïgours, à la colonisation des Tibétains... Cet impérialisme qui connaît des limites, crises et freins au développement des forces productives comme tout autre impérialisme est ouvertement candidat à détrôner l'impérialisme américain, il exerce une pression économique grandissante sur tous les impérialismes de seconde force, en particulier européens, dispute avec succès à tous les autres impérialismes leurs zones d'influence en Afrique, en Amérique latine, en Asie. Son poids dans les instances internationales (ONU, OMS...) grandit. Il a entrepris d'élargir son contrôle militaire de la mer de Chine, au détriment de tous ses voisins et menace régulièrement Taiwan d'une intervention militaire pour la rattacher à la Chine par la force.

2

Cette lutte entre les deux impérialismes les plus puissants pour le repartage du monde bouleverse tous les rapports mondiaux entre les impérialismes et entre différentes puissances capitalistes régionales, non seulement sur le terrain économique mais aussi en ravivant d'anciens conflits militaires ou en en ouvrant de nouveaux. C'est en profitant d'un désengagement relatif de l'impérialisme américain en Europe que l'impérialisme russe envahit l'Ukraine, c'est pour se préparer à l'affrontement avec la Chine que le Japon en soutien aux États-Unis décide de doubler son budget militaire et désigne la Chine comme « *un défi stratégique inédit et sans précédent* ». Dans le même ordre d'idées, invoquant la « nécessité de se préparer à la guerre contre la Russie », le gouvernement allemand a annoncé le 10 mai 2024 son intention d'augmenter les dépenses militaires de 50 % (passer de 2 à 3 % du PIB) et de rétablir le service militaire obligatoire. La constitution ou reconstitution de blocs économiques et militaires autour des deux impérialismes principaux, non seulement tend à fragmenter le marché mondial mais dessine aussi les lignes de force d'un possible conflit militaire mondial. Pendant que l'Otan s'élargit, renforce ses capacités et intègre désormais un conflit avec la Chine dans ses projections, la Chine et la Russie ont renforcé leur alliance économique et militaire, au profit et sous la direction de l'impérialisme chinois, beaucoup plus puissant, et tentent d'élargir le bloc de leurs alliés (notamment par la coalition des BRICS). C'est pourquoi tous les impérialistes augmentent leurs dépenses militaires.

3

Les héritiers du stalinisme, de nombreux sociaux-démocrates, la plupart des bureaucraties syndicales et les organisations pseudo-trotskystes à leurs basques refusent généralement d'ouvrir la perspective du socialisme. Ils ont expliqué, pendant plus d'un quart de siècle, que l'adversaire était non le capitalisme, mais le « néolibéralisme », non l'impérialisme, mais « la « mondialisation » ; non le capital, mais « la finance » ; non leur propre État, mais l'OMC ou des alliances régionales. Ils ont réclamé le renforcement de l'État bourgeois national, ils ont préconisé des mesures protectionnistes (parfois peintes en vert), ils ont appuyé le Brexit, etc.

La guerre économique entre les deux principaux impérialismes s'ajoute aux crises économiques et financières récurrentes du capitalisme au stade impérialiste, elle entrave l'accumulation du capital, les échanges...

Malgré une amélioration à court terme, les perspectives mondiales restent modestes par rapport aux normes historiques. En 2024-2025, la croissance devrait être inférieure à la moyenne des années 2010 dans près de 60 % des économies, représentant plus de 80 % de la population mondiale. Les risques baissiers sont prédominants, notamment la montée des tensions géopolitiques, la fragmentation accrue des échanges commerciaux et des taux d'intérêt plus élevés pendant une période prolongée, auxquels s'ajoute la menace de catastrophes climatiques. (Banque mondiale, 11 juin 2024)

En 2022, l'augmentation importante des taux directeurs des banques centrales des principales puissances impérialistes en réaction à l'inflation a précipité des crises monétaires et financières dans de nombreux pays dominés, entraînant la fuite des capitaux, une inflation hors de contrôle qui plonge la population dans la misère et l'aggrave le poids de la dette, comme en Turquie ou en Argentine. Selon l'ONU, 9,2 % de la population mondiale souffre de faim chronique, plus de 60 % des Africains ont été touchés par l'insécurité alimentaire en 2022. Même dans les pays impérialistes, la pauvreté et la sous-alimentation s'étendent dans des couches du prolétariat, des étudiants, des petits paysans, des travailleurs indépendants des villes. Même le gouvernement fédéral des États-Unis a dû admettre en 2024 que la sous-alimentation était à son plus haut niveau depuis dix ans, touchant 18 millions de ménages, soit 13,5 % d'entre eux, qui ont eu du mal à se procurer suffisamment de nourriture. Au Royaume-Uni, 7,2 millions d'adultes et 2,7 millions d'enfants ont connu l'insécurité alimentaire en juin 2024 (14 % des ménages et 18 % des ménages avec enfants).

Le capitalisme est incapable d'organiser rationnellement la production mondiale, de subvenir aux besoins élémentaires de la population comme l'alimentation, le logement ou la santé. La recherche permanente du profit, la concurrence, la production anarchique, la spéculation, le mépris complet des conditions environnementales l'emportent partout.

La classe ouvrière prenant le pouvoir donnera à l'agriculture comme à l'industrie pour seule mission de satisfaire les besoins humains. En expropriant les groupes industriels comme les groupes agroalimentaires, les grandes exploitations agricoles, les grandes entreprises du commerce, les banques, les assurances, le gouvernement ouvrier prendra le contrôle de l'économie. Ce sont les producteurs eux-mêmes qui définiront au mieux à la fois les besoins à satisfaire et les moyens à employer. C'est le combat des communistes internationalistes !

4

La faiblesse du taux de profit et de la croissance capitaliste mondiale, l'intensification des rivalités inter impérialistes et du militarisme amènent chaque bourgeoisie, dans les pays impérialistes comme dans les pays dominés, à durcir ses attaques contre la classe ouvrière, contre tous les acquis sociaux, contre les services publics, contre la majorité des couches de la petite-bourgeoisie.

Partout, les classes dominantes renforcent en même temps les tendances nationalistes et protectionnistes des fractions, plus ou moins larges selon les cas, des bourgeoisies nationales victimes de la concurrence internationale. Le consensus démocratique et antiraciste qui était l'idéologie dominante dans les pays impérialistes après la 2^e Guerre mondiale s'effrite. Nationalisme et protectionnisme, xénophobie, et racisme, cléricalisme et fondamentalisme religieux, masculinisme et hostilité aux droits des femmes, haine des minorités (religieuses, ethniques, sexuelles), complotisme et obscurantisme antivaccin... sont les étendards de la réaction. Les partis bourgeois traditionnels deviennent de plus en plus réactionnaires, ils sont eux-mêmes concurrencés par l'émergence de partis fascistes, voire fascistes, ou bien nourrissent des courants fascistes en leur sein comme le Parti républicain américain.

Cette montée de la réaction sur tous les continents peut prendre et même combiner des formes différentes, mais c'est toujours le prolétariat qui est visé, et d'abord la fraction du prolétariat la plus opprimée parce qu'étrangère, dépourvue de droits, qui est désignée comme bouc émissaire et qui en fait les frais. À la xénophobie, au racisme, au nationalisme et au protectionnisme, opposons la liberté totale de circulation et d'installation pour tous les migrants, la suppression des frontières, l'internationalisme

prolétarien et la construction du socialisme mondial ! C'est le combat des communistes internationalistes !

5

Même si, aujourd'hui, la majorité des bourgeoisies ne sont pas résolues à installer des régimes fascistes ou militaires comme c'était le cas avec l'Allemagne de Hitler, l'Italie de Mussolini, l'Espagne de Franco, ou plus proche de nous le Chili de Pinochet ou l'Argentine de Videla, la montée de la réaction est la tendance la plus marquante de notre période. Le possible retour de Trump à la tête des États-Unis, la présidence de Milei en Argentine, la progression importante des courants fascistoïdes ou fascistes dans la plupart des pays d'Europe avec la montée en Allemagne d'un parti raciste qui reprend des codes nazis et la venue au pouvoir en Italie d'un parti d'origine fasciste, tout cela se combine des régimes bonapartistes, autocratiques, dictatoriaux ou de semi-dictatures.

La Russie a glissé vers un régime autoritaire. En Chine, la bourgeoisie se résigne à un parti unique qui prétend réaliser un « socialisme à la chinoise », en invoquant la réalisation historique de l'indépendance.

En Inde, se construit un impérialisme sous l'égide du cléricanisme et du nationalisme hindou qui persécute la minorité musulmane. En Iran, la bourgeoisie, pour se protéger de la révolution prolétarienne qui avait éclaté en 1978, a remis son sort entre les mains du pouvoir islamiste réactionnaire qui maintient depuis le pays sous une chape de plomb. En Turquie, l'autocrate Erdogan opprime la minorité kurde... Un génocide a frappé les Rohingyas en Birmanie. Des pogroms ont visé les musulmans en Inde, les hindous au Bangladesh, les chrétiens en Égypte... ; d'autres ont concerné les immigrés en Grèce, en Italie, en Allemagne, en Turquie, en Irlande, en Grande-Bretagne...

Le renforcement des tendances réactionnaires amène partout à la remise en cause de droits conquis dans certains pays par les femmes : droit à l'avortement, droit d'étudier, droit de travailler, droit de s'habiller librement, etc. Des dirigeantes bourgeoises comme Meloni en Italie participent à cette régression. La résistance des femmes, la lutte pour l'égalité sont progressistes. Mais le mouvement des femmes ne peut être laissé aux mains du féminisme bourgeois et du féminisme petit-bourgeois. Le mouvement ouvrier doit s'approprier les revendications des femmes travailleuses et il doit prendre la tête du mouvement de libération des femmes.

La lutte pour l'égalité, pour toutes les libertés démocratiques, pour l'égalité et en particulier les droits des femmes et des minorités sexuelles, les droits des minorités linguistiques et religieuses, des

peuples opprimés est inséparable de la lutte pour la révolution sociale, pour le renversement des dictatures, par la mobilisation de la classe ouvrière et l'instauration du pouvoir ouvrier. Seul un gouvernement ouvrier expropriant le capital pourra satisfaire les immenses besoins des masses, garantir toutes les libertés démocratiques, y compris en donnant la liberté aux minorités nationales de constituer leur propre État si elles le souhaitent. C'est le combat des communistes internationalistes !

6

Cette montée de la réaction partout dans le monde n'est pas une fatalité, mais le produit de la capitulation des partis réformistes (« travaillistes », « sociaux-démocrates », « communistes »...) devant leur bourgeoisie. Elle est le produit de la capitulation des bureaucraties syndicales devant les exigences de leur bourgeoisie. Elle a été facilitée par la politique d'adaptation des organisations centristes (issues du castisme, du maoïsme ou de la destruction de la 4^e Internationale) à des fractions « démocratiques », « écologistes » ou « antiimpérialistes » de la classe dominante, de leur suivisme envers les partis ouvriers bourgeois, de leur capitulation envers les bureaucraties syndicales, de leur adaptation aux appareils de l'écologisme petit-bourgeois, du féminisme petit-bourgeois, des mouvements identitaires, de l'islamisme, etc.

Quand ils sont portés au pouvoir, les partis ouvriers bourgeois constituent des gouvernements bourgeois, seuls ou le plus souvent en alliance avec des partis bourgeois qui désespèrent le prolétariat et les couches petites-bourgeoises qui les soutenaient. Le plus souvent, ils poursuivent les attaques contre les acquis sociaux et les mesures contre les réfugiés et contre les immigrés. À l'époque de l'impérialisme, les travailleurs n'ont rien à attendre des fractions de la bourgeoisie. Car aucune ne veut rompre avec le capitalisme décadent. Les fronts unis antiimpérialistes, les fronts populaires, les alliances électorales ou gouvernementales entre les partis ouvriers et des fractions de la bourgeoisie ne conduisent qu'à maintenir sa domination.

Les combinaisons parlementaristes comme les soi-disant assemblées constituantes ne servent que de paravent derrière lequel la réaction prépare tranquillement la reprise en main comme cela est arrivé en Égypte, en Tunisie et au Chili.

Les bureaucraties syndicales acceptent systématiquement de négocier les plans et contre-réformes de la bourgeoisie, elles sabotent les mobilisations en multipliant les journées d'action et combattent contre l'auto-organisation et la grève générale alors qu'elle s'impose pour gagner (Grande-Bretagne et France en 2023, Argentine et Bangladesh en

2024), elles vont parfois jusqu'à soutenir et financer avec les cotisations des travailleurs les partis des exploiters (Argentine, États-Unis, Canada...).

Les organisations centristes (révolutionnaires en paroles, réformistes en actes) s'adaptent plus ou moins profondément au nationalisme bourgeois et aux directions traitresses du mouvement ouvrier, allant du soutien à des candidats de la bourgeoisie (en Irlande : O'Neill-McDonald, en Italie : Renzi-Letta-Schlein, en France : Chirac-Macron, aux États-Unis : Biden-Harris, en Argentine : Kirchner-Massa...), au ralliement aux fronts populaires, en passant par le suivisme complaisant vis-à-vis des manœuvres des directions syndicales corrompues dont elles dépendent en partie puisqu'elles s'intègrent aux bureaucrates plutôt que de les combattre. C'est tout cela qui amène la classe ouvrière de défaite en défaite, sabote toute perspective ouvrière, précipite des couches de la petite-bourgeoisie et même du prolétariat dans les bras des partis fascistes ou fascisants.

Tous les partis ouvriers bourgeois qui préconisent une alliance avec des fractions de la bourgeoisie pour combattre la montée des partis fascistes ou fascisants trompent la classe ouvrière. Ils ne font que renforcer la bourgeoisie, semer la confusion, empêcher le front unique ouvrier et la mobilisation de la classe ouvrière sur son propre terrain qui seule peut neutraliser ou entraîner les classes intermédiaires, battre le fascisme.

Demander à l'État bourgeois de bien vouloir interdire les groupes ou partis fascistes, c'est semer des illusions en laissant croire à la classe ouvrière que la démocratie bourgeoise peut stopper la montée du fascisme. Constituer d'ores et déjà des groupes ouvriers d'autodéfense, des services d'ordre pour interdire la rue aux groupes fascistes est une nécessité dès aujourd'hui. Il faut construire des fractions syndicales lutte de classe et internationalistes, des partis ouvriers révolutionnaires. C'est le combat des communistes internationalistes !

7

Aux guerres, crises économiques, appauvrissement et destructions des acquis sociaux s'ajoute la crise climatique qui se manifeste déjà avec force et va empirer rapidement puisque c'est la conséquence directe de l'anarchie de la production capitaliste, de la gabegie et de la course permanente aux profits. Cette menace climatique s'accompagne des pollutions directement issues du mode de production capitaliste, d'innombrables atteintes à la biodiversité, etc.

L'émission mondiale de gaz à effet de serre est directement liée à l'utilisation des énergies fossiles, charbon, gaz et pétrole organisées par de puissantes multinationales qui sont les fleurons de différents États impérialistes ou puissances régionales. De nombreuses régions du monde sont désormais victimes de canicules et de sécheresses dévastatrices et /ou d'inondations tout aussi destructrices dont les populations les plus pauvres ne peuvent plus se protéger. Le réchauffement climatique devient une menace existentielle pour des centaines de millions de personnes pendant que les COP se succèdent en empilant les vœux pieux et les résolutions parfaitement stériles.

Le système impérialiste est par nature incapable de prendre les mesures nécessaires pour résoudre la crise climatique et environnementale qu'il génère lui-même. La transition énergétique vantée comme une solution dans le cadre du maintien du capitalisme est à la fois un nouveau terrain d'affrontement entre les différentes bourgeoisies pour l'appropriation et le contrôle des ressources nécessaires comme les terres rares et une nouvelle source de diverses pollutions, le plus souvent imposées aux pays dominés, pour la mise sur le marché de produits « verts ». Par conséquent, la défense de l'humanité contre les destructions de l'environnement et le réchauffement climatique passe nécessairement par la prise du pouvoir du prolétariat, l'expropriation du capital et l'instauration d'un mode de production socialiste déterminé par la satisfaction des besoins humains. C'est le combat des communistes internationalistes !

8

C'est à l'aune de l'analyse et des perspectives qu'elle ouvre pour la classe ouvrière face aux grands événements internationaux que l'on juge une organisation révolutionnaire. Le combat des communistes internationalistes sur la Palestine est sans ambiguïté.

En Palestine, l'État colon israélien continue son entreprise de génocide de plus de 2 millions de Palestiniens retenus prisonniers dans la bande de Gaza. La colonisation, les assassinats, les emprisonnements se poursuivent en Cisjordanie occupée. Toutes les puissances impérialistes réclament aujourd'hui hypocritement un cessez-le-feu. Mais États-Unis, Allemagne, Grande Bretagne, France, Italie... ont approuvé l'offensive militaire israélienne et continuent à livrer armes et munitions à Israël. Ce ne sont pas eux qui vont arrêter le massacre. Seul le prolétariat peut organiser le boycott effectif dans les usines, les ports et aéroports des livraisons d'armes et de munitions indispensables à Nétanyahou. C'est ce que demandent les syndicats palestiniens.

Les gouvernements impérialistes et, à leur suite, les réformistes de tout poil prétendent que la solution réside dans la création d'un État palestinien au côté de l'État d'Israël. Mais ce sont précisément les accords d'Oslo qui ont conduit à la situation d'aujourd'hui, avec d'un côté la capitulation de l'OLP réduite à servir d'auxiliaire de police à Israël dans des lambeaux de territoires et de l'autre un État sioniste tout puissant qui multiplie les colonisations. Le sionisme implique l'oppression, les expulsions et la violence permanente contre les Palestiniens. Il n'y aura pas de paix en Palestine sans le démantèlement de l'État sioniste, sans une Palestine démocratique, multiethnique, bilingue laïque et socialiste. Pour le gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient ! Voilà la perspective pour le prolétariat palestinien comme pour le prolétariat juif qui doit rompre avec le sionisme. C'est le combat des communistes internationalistes !

9

En Ukraine, la Russie poursuit une guerre d'invasion impérialiste. Mais il ne s'agit pas encore d'une guerre entre puissances impérialistes. Les États occidentaux fournissent des armes à l'Ukraine, mais se gardent bien pour l'instant d'y intervenir directement contre l'armée russe. L'Ukraine peine de plus en plus à résister à la pression de l'armée russe. Le gouvernement de Zelensky mène la guerre avec les méthodes de la bourgeoisie compradore, mêlant idéologie chauvine, affairisme, passe-droits, restrictions des libertés démocratiques et pressions de toutes sortes sur le prolétariat, soumission et vente du pays aux intérêts économiques et stratégiques des impérialismes américain, allemand, britannique, français...

En tant que gouvernement bourgeois, il ne peut pas faire appel au prolétariat russe, à l'internationalisme prolétarien pour mettre fin à la guerre, sans risquer une fraternisation des prolétariats russes et ukrainiens qui le mettrait en danger. Cette politique démoralise les masses laborieuses, qui sont le pilier du front, et étouffe l'enthousiasme des jeunes à rejoindre la défense. Libertés démocratiques y compris pour les soldats, abrogation de la législation anti-ouvrière de Zelensky, annulation (sous le contrôle des travailleurs et des paysans pauvres) des privatisations ! Formation militaire, armement des travailleurs et direction de la guerre sous le contrôle des organisations ouvrières et de paysans ! Respect des minorités russe, tatare, russe, biélorusse, moldave, rom, juive, hongroise et roumaine en Ukraine et dans tous les États de la région ! Retrait des troupes russes d'Ukraine ! Retrait des troupes américaines, britanniques, françaises, espagnoles, italiennes... d'Europe centrale ! Dissolution de l'OTAN ! C'est le combat des communistes internationalistes !

Du côté russe, Poutine a mis en place une économie de guerre avec une augmentation de 70 % des dépenses militaires en 2024, au détriment de la population laborieuse. Il renforce la répression. Le prolétariat russe n'a aucun intérêt à affronter son voisin ukrainien. Il peut arrêter la guerre impérialiste que mène la bourgeoisie russe en Ukraine. Il lui manque une organisation révolutionnaire qui renoue avec le Parti bolchevik de 1917, qui donne la direction du combat contre Poutine. Suppression des privilèges de l'Église orthodoxes belliciste, levée de l'interdiction de Mémorial, libération de tous les opposants à la guerre qui ont été emprisonnés, libertés démocratiques ! C'est le combat des communistes internationalistes ! Retrait des troupes russes, restitution des territoires conquis à l'Ukraine, dissolution de l'OTSC ! Soldats du front, tournez vos armes contre vos généraux, imposez l'arrêt immédiat des hostilités ! C'est le combat des communistes internationalistes !

10

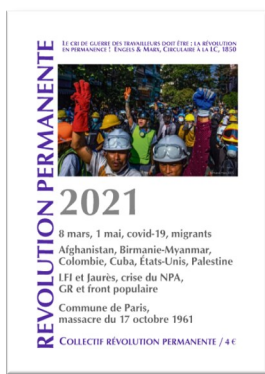
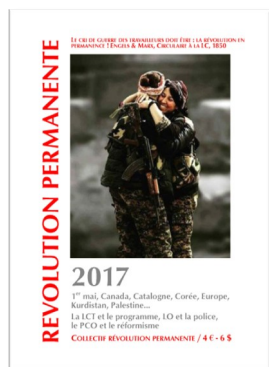
La résistance palestinienne obstinée, l'irrédentisme kurde, l'incapacité de l'armée russe à conquérir l'Ukraine ; les derniers soulèvements en Birmanie, en Sri Lanka et au Bangladesh ; la révolte contre les assassinats de Noirs aux États-Unis, contre les pogroms en Grande-Bretagne, la mobilisation en défense des réfugiés en Italie et en Allemagne ; les grèves de salariés aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, Inde, Indonésie, Corée, etc. ; les mobilisations ces dernières années de femmes travailleuses en Argentine, en Pologne, en Espagne, en Iran, aux États-Unis ; les révoltes ouvrières en Chine en 2022, durant la prolongation du confinement contre le covid ; la mobilisation pour les libertés à Cuba ; le soutien international au peuple palestinien... montrent que les masses se défendent, qu'elles combattent. Le problème qui n'est pas résolu depuis la trahison de l'Internationale ouvrière (2^e Internationale) et la dégénérescence de l'Internationale communiste (IC, 3^e Internationale) est celui de leur direction. Sans un parti mondial de la révolution socialiste, la classe ouvrière ne peut pas guider les masses exploitées et opprimées. Elle reste elle-même-même victime des trahisons des agents de la bourgeoisie.

Il est possible de mettre fin à tout ce système pourri si, par-delà les frontières, l'avant-garde des travailleurs se regroupe dans une internationale ouvrière révolutionnaire. Dans chaque État, l'internationale aidera à construire un parti de type bolchevik pour exproprier le grand capital et détruire l'État bourgeois, instaurer des gouvernements ouvriers basés sur les conseils. Il faut regrouper sans attendre dans ce but les meilleurs éléments du mouvement ouvrier mondial et des luttes des opprimés, sur la base du socialisme scientifique établi par Marx et En-

gels, du programme de l'IC du temps de Lénine et de la 4^e Internationale du temps de Trotsky.

Alors, la classe ouvrière pourra prendre la tête des luttes contre l'exploitation et l'oppression, pour les libertés démocratiques et la laïcité, le droit des nations opprimées, pour l'égalité des femmes et contre la crise écologique. Alors, la classe ouvrière saura constituer ses conseils et s'armer, exproprier le grand capital et détruire l'État bourgeois, instaurer un gouvernement ouvrier basé sur les conseils. La dictature du prolétariat ouvrira la voie du socialisme-communisme mondial débarrassé de l'État, un mode de production basé sur l'égalité et la solidarité, où les travailleurs géreront consciemment les ressources, la production et la répartition au profit de l'humanité actuelle et future. Rejoignez le combat des communistes internationalistes !

19 octobre 2024



Présentation du projet de statuts, 2024

Camarades, le projet de statuts soumis par la commission des statuts et approuvée par l'ancien bureau international du CoReP est le fruit de l'étude des précédents statuts internationaux, de l'AIT à la 4^e Internationale. Finalement, ce sont les statuts approuvés lors de la conférence de fondation de la 4^e Internationale qui ont été choisis comme base. Mais, nous avons éliminé et modifié tout ce qui ne nous paraissait pas adapté à notre réalité actuelle.

a) Dans un premier temps, nous nous sommes efforcés de faire en sorte que la proposition comporte peu d'articles et ne définisse que les grandes lignes de l'organisation du CoReP, comme c'est la tradition dans les organisations internationales.

b) Notre proposition a repris presque sans changement les articles suivants des statuts de la 4^e Internationale :

- Article 4 sur le régime du centralisme démocratique,
- Article 5 sur la contribution financière des sections,
- Article 6 sur les sections et leur régime,
- Article 7 sur la conférence internationale,
- Articles 8-9 sur le fonctionnement du comité exécutif international (CEI).

c) Cependant, en plus de la réorganisation et de la simplification des articles repris, le texte que nous proposons comporte quelques éléments nouveaux qu'il nous a semblé indispensable d'ajouter :

- La section « Définition et objectifs » du projet (art. 1, 2 et 3) est notre propre formulation, adaptée à la réalité actuelle, à savoir l'absence d'une internationale révolutionnaire.
- À l'article 4 consacré au centralisme démocratique, une définition courte mais très précise a été ajoutée :

Liberté totale dans la discussion, unité totale dans l'action.

En outre, nous avons également intégré un paragraphe relatif au respect de la liberté d'expression :

Le respect de la liberté d'expression et d'organisation des minorités (en tendances ou fractions, si elles en décident ainsi), ainsi que leur représentation proportionnelle au moins dans les conférences nationales et internationales, est indispensable.

Il nous a semblé indispensable d'inclure ces paragraphes, compte tenu de l'infâme dégénérescence stalinienne du concept de « centralisme démocratique », qui a affecté toutes sortes d'organisations se réclamant de la tradition communiste depuis la 3^e Internationale.

- À l'article 9, nous avons ajouté la possibilité pour plus d'une section du CoReP d'exister dans un même État, dans le cas des nationalités opprimées et à la demande des camarades concernés. La formulation est la suivante :

Dans chaque État, il ne peut y avoir qu'une seule section de CoReP, c'est-à-dire qu'une seule organisation par État peut être régulièrement affiliée, sauf dans les États multinationaux, où une section par nation opprimée peut être admise, si elle est approuvée par une majorité simple de la conférence internationale.

- Dans l'article 13, nous avons nuancé le pouvoir du comité exécutif international lorsqu'il décide d'expulser des militants ou des sections, en exigeant que cette décision -pour être exécutoire- soit ratifiée par un autre niveau organisationnel :
 1. Dans le cas de militants individuels, l'expulsion doit être ratifiée par la direction de la section à laquelle ils appartiennent ;
 2. Pour les sections nationales, l'expulsion doit être ratifiée par la majorité des sections ;
 3. Et, bien sûr, il est garanti qu'une section suspendue ou exclue peut toujours faire appel à la conférence internationale.
- Nous avons inclus dans l'article 14 l'élection de deux organes indépendants du Comité exécutif international :
 1. Commission de contrôle des comptes économiques,
 2. Commission des litiges.

De telles commissions sont courantes dans les organisations ouvrières que nous connaissons et nous semblent indispensables pour garantir une vie interne saine et confiante.

3. Le même article 14 stipule que

Dans le cas de minorités politiques exprimées à la conférence internationale, celles-ci seront représentées proportionnellement dans les deux commissions.

Cette clause vise à empêcher que ces commissions ne deviennent un instrument illégitime d'une majorité des dirigeants internationaux contre une minorité politique.

- Enfin, nous avons ajouté un article 15 qui prévoit que toute proposition de modification des statuts lors d'une conférence internationale doit obtenir une majorité des 2/3. Il s'agit d'une clause visant à garantir la stabilité des règles internes et à éviter qu'elles ne soient modifiées sans un large consensus.

20 octobre 2024



Statuts, 2024

DÉFINITION ET OBJECTIFS

1

Le Collectif révolution permanente (CoReP) est un regroupement international de communistes internationalistes, basé sur une plateforme qui tente de synthétiser l'expérience du mouvement ouvrier mondial de son apparition à aujourd'hui.

2

Son objectif immédiat est la construction d'une nouvelle internationale ouvrière révolutionnaire, instrument indispensable à la constitution du prolétariat mondial en classe dirigeante, pour en finir avec l'exploitation capitaliste et son cortège de barbarie.

3

L'objectif final poursuivi par le CoReP est l'établissement d'une société socialiste-communiste sur l'ensemble de la planète, organisée sur la base de la démocratie des travailleurs, où l'État oppresseur disparaîtra pour laisser place à la gestion collective des affaires de la société et à l'épanouissement personnel de tous.

ORGANES ET RÉGIME INTERNE

4

Le CoReP est composé d'organisations définies comme ses sections. Dans son développement futur, les militants et les groupes qui adoptent le programme et les principes d'organisation du CoReP formeront une section-organisation dans l'État où ils vivent et travaillent. Cette section aura pour objectif la construction du parti révolutionnaire sur son territoire, partie intégrante de la future internationale.

5

Le régime interne du CoReP, à l'échelle locale, nationale et mondiale, est déterminé par les principes et la pratique du centralisme démocratique : liberté totale dans la discussion, unité totale dans l'action.

Il est indispensable de respecter la liberté d'expression et d'organisation des minorités (en tendance ou fraction, si elles le décident), ainsi que

leur représentation proportionnelle au moins dans les conférences nationales et internationales.

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE

6

L'instance suprême du CoReP au niveau mondial est la conférence internationale, qui définit la politique de l'organisation internationale et des sections sur toutes les questions politiques importantes, adopte des résolutions et règle en dernier ressort les questions d'organisation et les conflits internes.

La conférence internationale est composée de délégués, ou de leurs représentants mandatés, de toutes les sections ; elle est élue et se réunit au moins tous les deux ans. Elle est normalement convoquée par le comité exécutif international (CEI, voir ci-dessous) et peut être convoquée en session extraordinaire à la demande de plus d'un tiers des sections nationales.

7

Chaque conférence internationale élit l'organe de direction appelé comité exécutif international (CEI) et deux commissions indépendantes du CEI pour le contrôle des comptes financiers et le règlement des litiges.

LE COMITÉ EXÉCUTIF INTERNATIONAL

8

Entre deux conférences internationales, la direction internationale est confiée au comité exécutif international, composé d'un nombre impair de membres des sections nationales et élus par la conférence internationale.

Le comité exécutif international se réunit au moins une fois tous les deux mois. Le CEI peut être convoqué en session extraordinaire par décision majoritaire de ses membres ou à la demande d'au moins trois directions nationales.

Le CEI est responsable devant l'ensemble de l'organisation internationale de l'exécution des décisions et de la mise en œuvre de la ligne politique adoptée par la conférence internationale.

LES SECTIONS

9

Il ne peut exister qu'une seule section du Collectif révolution permanente dans un État, c'est-à-dire qu'une seule organisation par État peut être régulièrement affiliée, sauf dans les États multinationaux, où une section pour une nation opprimée sera admise par décision à la majorité simple de la conférence internationale.

La procédure et les mesures concrètes pour la formation ou la reconnaissance d'une nouvelle section nationale dans un État où elle n'existe pas encore sont établies par le comité exécutif international pour chaque cas particulier et seront soumises à la ratification de la conférence internationale.

10

Les sections sont tenues de publier dans leur État les résolutions du CoReP et de se conformer aux décisions de la conférence internationale et entre deux conférences, à celles du comité exécutif international. Elles jouissent d'un droit de recours à la conférence internationale suivante.

11

Les sections nationales versent à la trésorerie du Collectif révolution permanente une contribution régulière (semestrielle ou annuelle) pour les besoins internationaux. Cette cotisation est proportionnelle au nombre de membres et aux possibilités économiques de la section.

12

Une section nationale peut proposer à tout moment la révocation ou la substitution d'un de ses membres appartenant au comité exécutif international. Cette mesure doit être approuvée par un vote à la majorité simple des membres du CEI.

13

Le comité exécutif international peut proposer l'exclusion d'une section ou d'un membre individuel du Collectif révolution permanente, après examen et consultation des organisations ou personnes concernées. Les décisions d'exclusion sont exécutoires dans les conditions suivantes :

- Pour les militants individuels : lorsque leur exclusion est ratifiée par la direction de la section à laquelle ils appartiennent.
- Pour les sections nationales : lorsqu'elle est ratifiée par la majorité des sections.

LES ORGANISMES DE CONTRÔLE

14

Chaque conférence internationale élit deux commissions indépendantes du comité exécutif international, dont le mandat expire lorsqu'elles font leur rapport à la conférence suivante. Dans le cas de minorités politiques exprimées à la conférence internationale, celles-ci seront représentées proportionnellement dans les deux commissions.

- La commission de contrôle des comptes financiers est chargée de contrôler les recettes et les dépenses du Collectif révolution permanente.
- La commission des conflits est chargée de statuer, en première instance, sur les éventuels conflits entre sections. Ses décisions, dans ce cas, peuvent faire l'objet d'un appel devant le CEI et la conférence internationale. Statuer, en dernier ressort, sur les éventuels conflits entre les militants et leurs propres sections, lorsqu'ils n'ont pas été résolus de manière satisfaisante au sein des organes statutaires de leur organisation. Dans ce cas, les résolutions de la commission internationale des conflits ne sont pas susceptibles d'appel.

MODIFICATION DES STATUTS

15

Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par un vote à la majorité des deux tiers lors d'une conférence internationale.

20 octobre 2024

amendé et approuvé à l'unanimité par la 1^{re} conférence du CoReP

Lettre à toutes les organisations révolutionnaires du monde, 2024

CONSIDÉRANT 1 : LA MARCHÉ À LA BARBARIE

Le capitalisme pourrissant détruit l'environnement de l'espèce humaine. Il exploite de plus en plus féroce le prolétariat mondial tout en excluant actuellement de la production 400 millions de personnes, une réserve de main-d'œuvre qui grossit à chaque crise économique.

L'époque impérialiste est indissociable de la guerre. Il n'existe pas un « empire » de la bourgeoisie mondiale, un super-impérialisme mondial, une dictature mondiale des organisations capitalistes internationales (OCDE, FMI, BM, OMC...). Chaque fraction nationale de la bourgeoisie mondiale, quand la croissance économique s'affaiblit, multiplie les subventions à ses groupes capitalistes ou les mesures protectionnistes qui accentuent l'anarchie du capitalisme mondial. Les organisations interétatiques vont éclater ou dépérir. La division insurmontable de la classe bourgeoise mondiale entre États archaïques conduit inéluctablement, si le capitalisme n'est pas renversé, à de nouveaux affrontements entre grandes puissances impérialistes, probablement entre les États-Unis et la Chine.

Au fur et à mesure que les rivalités inter-impérialistes s'exacerbent, chaque bourgeoisie renforce son potentiel militaire, exalte son nationalisme et se prépare à d'éventuels affrontements. Les budgets militaires augmentent à des rythmes qui dépassent les limites imposées aux autres postes budgétaires.

- L'impérialisme américain veut conserver la suprématie. Les États-Unis cherchent ouvertement à renverser le gouvernement du Venezuela et organisent des blocus contre la Russie, la Corée du Nord, Cuba, l'Iran. Sous leur égide, l'OTAN multiplie les manœuvres militaires en Europe et s'est élargie à deux nouveaux États (Suède, Finlande). Avec l'Australie, le Royaume-Uni, ils ont forgé une nouvelle alliance militaire pour la région indopacifique (AUKUS) qui vise directement la Chine. Les États-Unis et leurs alliés renseignent, financent et arment Israël.

- L'impérialisme chinois, jeune et dynamique, remet en question l'ancien partage du monde. La Chine rivalise avec les autres puissances pour s'assurer ses ressources en énergie fossile et en minéraux, pille les ressources halieutiques mondiales, achète des terres cultivables en Afrique, commence à installer des bases militaires à l'étranger... La bourgeoisie chinoise colonise le Tibet et le Xinxiang, se montre agressive envers le Japon, le Vietnam et Taiwan.
- L'impérialisme russe résiste à la pression de l'Allemagne à l'ouest et des Etats-Unis à toutes ses frontières en s'appuyant sur la Chine. La Russie tient d'une main de fer la Tchétchénie et occupe une partie de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie. Elle intervient ouvertement en Syrie, en Libye. Au Mali, en Centrafrique, au Soudan... elle pille les richesses minières au détriment de l'impérialisme français. Avec son petit bloc (OTSC), elle multiplie les manœuvres militaires conjointes qui incluent souvent l'Iran et la Corée du Nord.

La plupart des autres États se positionnent autour de ces pôles, sans que les alliances soient définitives. Et dans ce jeu d'influence, les peuples, en particulier ceux des pays les plus faibles, ne seront rien de plus qu'une monnaie d'échange ou, pire encore, un territoire pour tester la capacité de pillage et la force de l'un ou l'autre.

Face à la concurrence, aux besoins du militarisme ou à l'inflation galopante, la plupart des bourgeoisies reviennent sur les concessions sociales qu'elles avaient accordées. La classe dominante recourt systématiquement à la xénophobie et au cléricalisme, elle restreint les libertés démocratiques là où elles avaient été arrachées. Même dans les centres impérialistes les plus démocratiques, elle envisage de nouveau des options bonapartistes et fascistes.

CONSIDÉRANT 2 : LA CRISE DE DIRECTION

Cela met à l'ordre du jour la lutte du prolétariat pour la révolution sociale, pour la conquête du pouvoir, unique voie pour assurer la transformation du capitalisme pourrissant en socialisme mondial. Or, il n'y a plus d'Internationale ouvrière de masse pour diriger ce combat : l'Internationale ouvrière a failli en 1914 quand ses principaux partis se sont ralliés à leur bourgeoisie durant la première guerre mondiale (« union nationale »), l'Internationale communiste qui devait la remplacer a elle-même facilité la victoire du fascisme en Allemagne en divisant de manière forcée le prolétariat. Ensuite, complètement bureaucratisée, elle a adopté l'alliance avec la bourgeoisie dite antifasciste ou démocratique (« front populaire ») et elle a empêché la révolution en Espagne.

La cession de la RDA à la bourgeoisie allemande, la restauration du capitalisme par la bureaucratie usurpatrice et privilégiée en Russie, en Chine et au Vietnam ont déporté le mouvement ouvrier mondial vers l'opportunisme et l'intégration à l'État bourgeois.

La lutte des classes ne cesse pas pour autant, mais la défense des conquêtes sociales et politiques, la résistance à l'exploitation et à l'oppression se heurtent à chaque pas à la collaboration de classe des bureaucraties syndicales (dans la plupart des pays dominés, aux États-Unis et en Chine aux mains d'une fraction politique de la bourgeoisie) et des partis ouvriers bourgeois anciens (« travaillistes », « socialistes », « communistes ») ou plus récents (PT au Brésil, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, DL en Allemagne, LFI en France...).

Durant la phase d'accumulation du capital qui a suivi la seconde guerre mondiale, les partis réformistes (partis menant une politique bourgeoise mais issus du mouvement ouvrier) et les directions syndicales se sont attribué le mérite des concessions démocratiques et économiques que la classe ouvrière a arrachées par ses luttes. Aujourd'hui, les partis ouvriers bourgeois, quand ils accèdent au pouvoir, n'ont à proposer que l'austérité budgétaire, le militarisme et la restriction de l'immigration. Les bureaucraties syndicales modèrent les revendications et freinent les luttes, pour ne pas nuire à « leur » bourgeoisie, quand elles ne s'associent pas aux licenciements ou aux reculs sociaux.

CONSIDÉRANT 3 : L'IMPASSE DE L'ANTIMONDIALISME ET DU PACIFISME

L'URSS dégénérée des années 1930, en même temps qu'elle faisait sombrer l'Internationale communiste dans le social-patriotisme, a lancé les conférences internationales « pour la paix et contre le fascisme » (Mouvement Amsterdam-Pleyel...). Après la dissolution de l'Internationale communiste et le tournant de la « guerre froide », la bureaucratie de l'URSS a multiplié ce genre d'initiatives pacifistes, aussi bavardes qu'impuissantes (Festival mondial de la jeunesse en 1947, Congrès mondial pour la paix en 1948, Appel de Stockholm en 1950...).

Dans la même lignée, le Forum social mondial lancé en 2001 était une sorte de front populaire international entre, d'une part, des églises chrétiennes, des partis écologistes et des gouvernements bourgeois (en particulier le gouvernement front populiste du Brésil) et, d'autre part, des bureaucraties syndicales, des partis réformistes et des organisations centristes (révolutionnaires en paroles, réformistes dans les actes). Le FSM s'opposait à la mondialisation, à la finance et au néolibéralisme, interdisait l'expression des partis ouvriers, défendait l'existence des

États bourgeois et préconisait le protectionnisme. Le FSM est mort dans l'indifférence en 2021. Durant deux décennies, il n'aura servi qu'à empêcher de trouver une solution révolutionnaire et socialiste à la crise historique du capitalisme, qu'à retarder la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

De taille plus modeste, les deux colloques internationaux convoqués à Milan en 2023 et en 2024 par la secte Lotta Comunista (qui met sur le même plan la Russie et l'Ukraine, Israël et la Palestine, qui capitule en Italie devant la bureaucratie syndicale de la CGIL) ont réuni, sans aucun but, des anarchistes, des gauchistes et des centristes. LC a refusé d'emblée toute lutte révolutionnaire commune. Ces deux rencontres n'ont servi qu'à duper les prolétaires et à différer la résolution de la crise de direction du prolétariat.

Il est urgent de regrouper les révolutionnaires prolétariens du monde entier, pour agir ensemble sur la base du programme communiste !

AXE 1 : FACE À L'IMPÉRIALISME ET AU MILITARISME, DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE !

En retard de trente ans, plusieurs courants « trotskystes » croient que la Russie ou la Chine sont toujours des États ouvriers, ce qui justifierait l'oppression des Ouïgours, les menaces envers Taiwan, l'invasion de l'Ukraine.

Les mouvements petits-bourgeois prêchent aux masses la non-violence et le pacifisme ; selon eux les exploités des villes et des campagnes doivent rester désarmés, alors que les exploiters et les mafieux gardent le monopole des armes.

Les partis sociaux-impérialistes tentent de subordonner les exploités à leur propre bourgeoisie avide et brutale.

Avec ses propres méthodes, la classe ouvrière doit s'opposer à l'escalade militaire, à la marche à la guerre mondiale, à tous les blocs impérialistes, au militarisme :

REVOLUTION PERMANENTE

LE CRI DE GUERRE DES TRAVAILLEURS DOIT ÊTRE : LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE ! ENGELS & MARX, CIRCULAIRE À LA LC, 1850



La rencontre internationale de Milan des 15 & 16 juillet 2023
Un coup d'épée dans l'eau

COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE / 1 €

- non au protectionnisme des pays impérialistes (EU, Union européenne, Chine, Japon, Royaume-Uni...),
- front unique ouvrier contre les budgets militaires, aucun vote d'un parti ouvrier pour les crédits militaires,
- destruction inconditionnelle des armes nucléaires, chimiques et biologiques des armées impérialistes sous le contrôle des travailleurs,
- fin de la recherche scientifique à des fins d'espionnage et de destruction,
- expropriation de toutes les entreprises capitalistes d'armement sous le contrôle des travailleurs,
- fermeture de toutes les bases à l'étranger et retrait de toutes les flottes des eaux internationales ou celles d'autres États,
- fin de la diplomatie secrète,
- abrogation de toutes les alliances militaires impérialistes,
- droits démocratiques pour les conscrits,
- remplacement de l'armée permanente par une milice indissolublement liée aux entreprises, aux quartiers populaires, aux villages, aux universités.

AXE 2 : POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT, EXPROPRIATION DU CAPITAL !

Le capitalisme pourrissant détériore l'environnement de l'espèce humaine par le réchauffement climatique, la perte de biodiversité, les multiples pollutions, la détérioration des surfaces cultivables, la raréfaction de l'eau...

La division de la planète entre États rend quasiment impossible la lutte contre le réchauffement climatique. Le « capitalisme vert », les conférences internationales, la création artificielle de pseudo marchés (prix du carbone), la culpabilisation des consommateurs... sont des palliatifs. Le protectionnisme peint en vert, la « décroissance », le refus du progrès technique, le retour utopique à des communautés agricoles et artisanales coupées les unes des autres et reposant sur un travail physique long et exténuants sont réactionnaires.

L'écologie est une chose trop sérieuse pour être confiée aux partis politiques écologistes. Ceux-ci sont, au mieux et à leur naissance, petits

bourgeois, mais deviennent bourgeois en s'installant dans l'État capitaliste. Quand ils accèdent au pouvoir, ils sont impotents quant aux plus graves problèmes de l'environnement. Ils cautionnent généralement le militarisme qui renforce la contre-révolution, les forces destructives et la pollution.

Pour résoudre les problèmes écologiques, pour en finir avec les énergies fossiles (schiste, charbon, pétrole, gaz naturel) tout en développant l'automatisation et l'interconnexion continentale des réseaux électriques, il faut exproprier le capital, supprimer les frontières, définir démocratiquement la production, ce qui passe par la révolution prolétarienne et la mise en place de la fédération socialiste mondiale. Pour que la révolution socialiste mondiale l'emporte à temps, il faut résoudre au plus tôt la crise de direction du prolétariat mondial.

AXE 3 : CONTRE LES BUREAUCRATIES SYNDICALES, INDÉPENDANCE SYNDICALE ET LUTTE DE CLASSE !

Pour contrer la division des rangs ouvriers et la xénophobie, il faut exiger le droit de libre circulation et d'installation pour tous les travailleurs et tous les étudiants, l'égalité des droits pour tous les travailleurs au sein de chaque État. Pour contrer le chômage, il faut imposer la baisse du temps de travail sans baisse de salaire, lancer des grands travaux sous contrôle des travailleurs et en finir avec le « marché du travail », collectiviser l'économie. Pour faire face aux licenciements collectifs, il faut imposer le contrôle ouvrier sur l'effectif et exproprier les grands groupes capitalistes.

Face à une offensive de l'État bourgeois contre les acquis sociaux, contre l'inflation, contre un coup d'État... la classe ouvrière doit prendre le chemin de la grève générale, de la grève tous ensemble jusqu'à la victoire. La question s'est posée en Grande-Bretagne et en France en 2023, en Argentine et au Bangladesh en 2024, etc.

Les bureaucraties syndicales, aidées par les partis réformistes et les organisations centristes ont empêché la grève générale en négociant les attaques avec leur gouvernement bourgeois, en appelant à des grèves dispersées ou limitées à une journée, en prêchant la confiance dans le parlement bourgeois ou l'espoir dans de futures élections, en laissant les travailleurs désarmés face à la police.

Les gauchistes désertent les syndicats parce qu'ils sont bureaucratisés et collaborationnistes ; les centristes capitulent devant les appareils syndicaux et tendent à s'y intégrer. Tous laissent les syndicats aux mains des bureaucraties corrompues.

Le prolétariat a besoin d'une internationale ouvrière révolutionnaire qui aidera à construire dans chaque État un parti ouvrier révolutionnaire, des fractions lutte de classe dans les syndicats de masse qui :

- affrontent en permanence les appareils corrompus par la bourgeoisie ;
- exigent la plus grande démocratie interne (votes de la base, droit de tendance...) ;
- combattent pour la grève générale quand le moment est venu ;
- luttent pour l'indépendance du syndicat vis-à-vis du patronat, de l'État bourgeois, de tout parti bourgeois ;
- favorisent le contrôle des luttes sociales par les travailleurs eux-mêmes (assemblées générales, élections de comités, centralisation des comités...).

AXE 4 : DÉFENSE DES MINORITÉS ET DES PEUPLES OPPRIMÉES, HÉGÉMONIE DU PROLÉTARIAT !

Dès ses débuts, au milieu du 19^e siècle, le communisme a combiné la lutte de classe prolétarienne, la lutte pour l'émancipation des femmes et la défense des peuples opprimés (contre l'esclavage aux États-Unis, pour l'indépendance de la Pologne et celle de l'Irlande...). Au 20^e siècle, les communistes révolutionnaires se sont prononcés pour l'égalité des femmes, pour le droit de se séparer des minorités nationales opprimées, pour l'indépendance inconditionnelle des colonies, contre le sionisme et la colonisation de la Palestine.

Aujourd'hui, il faut reprendre le flambeau de l'internationalisme prolétarien, en particulier :

- contre l'invasion de l'Ukraine par l'État bourgeois russe, en inventant un régime fasciste en Ukraine pour justifier sa négation du droit à l'existence d'un État séparé des Ukrainiens, tant que le conflit ne se transforme pas en affrontement entre puissances impérialistes ;
- contre l'État sioniste qui est basé sur la colonisation de la Palestine, qui envahit et détruit le Liban, qui colonise la Cisjordanie, qui perpétue un génocide à Gaza.

Sur le territoire de la Palestine, l'armée de conquête et d'occupation est israélienne. Sur le territoire de l'Ukraine, l'armée de conquête et d'occupation est russe. Les communistes révolutionnaires n'ont rien à voir

avec le pacifisme petit-bourgeois complice du sionisme et de l'impérialisme russe. Ils reconnaissent le droit des peuples opprimés à prendre les armes contre leur oppresseur.

Cela n'implique en aucun cas le ralliement aux gouvernements présents des États menacés (comme le gouvernement Zelensky, anti-ouvrier, chauvin, vendu à l'impérialisme américain) ou aux directions des mouvements des peuples opprimés (comme le gouvernement Hamas de Gaza, anticommuniste, clérical ; autrefois propulsé par Israël contre l'OLP quand celle-ci luttait pour la libération de la Palestine ; aujourd'hui lié aux régimes réactionnaires du Qatar, de l'Iran et de la Turquie).

Les travailleuses et les travailleurs ne peuvent faire confiance à aucune clique de la bourgeoisie. À l'époque de la décadence du capitalisme, la bourgeoisie ne peut plus conduire de lutte révolutionnaire. Pour libérer l'Ukraine, il faut se débarrasser de la bourgeoisie ukrainienne, s'adresser aux travailleurs de Russie et de toute l'Europe. Pour libérer la Palestine, il faut se débarrasser de la bourgeoisie palestinienne, s'adresser aux prolétaires des États impérialistes occidentaux (États qui informent, financent et arment Israël) et mobiliser les travailleurs du Proche-Orient (qu'ils soient arabes, kurdes, perses, turcs, juifs...). Seuls des partis issus de la classe ouvrière rassemblés au sein d'une internationale communiste en sont capables.

AXE 5 : CONTRE LES ILLUSIONS PARLEMENTARISTES ET LES FRONTS POPULAIRES, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, de la jeunesse en formation, des classes intermédiaires, des masses opprimées leur font croire que leur sort dépend d'élections, de référendums, d'assemblées constituantes, de combinaisons parlementaires, d'alliance avec telle ou telle aile de la bourgeoisie, présentée suivant les circonstances comme « antiimpérialiste », « antifasciste », « démocratique », « nationale » ou « écologiste ».

À l'époque de l'impérialisme, du déclin du capitalisme, correspond la stratégie de la révolution permanente. Les revendications nationales, démocratiques, sociales, économiques... sont indispensables mais elles ne peuvent être garanties que par une révolution dirigée par le prolétariat.

La seule classe progressiste est la classe ouvrière. Elle ne peut vaincre la bourgeoisie qui, en temps ordinaire, domine économiquement, idéologiquement et politiquement toutes les autres classes, qu'en prenant la

tête de la lutte contre toutes les exploitations, toutes les dominations, toutes les offensives réactionnaires. La lutte pour l'hégémonie va de la participation révolutionnaire aux élections à l'insurrection armée (quand la majorité de la classe ouvrière postule au pouvoir à travers les soviets) en passant par la grève générale, le front unique ouvrier physique contre le fascisme, etc.

La stratégie communiste exclut au 21^e siècle tout ralliement à un bonaparte ou à un sauveur suprême, toute alliance avec un parti bourgeois, tout vote pour un candidat bourgeois ou pour un parti bourgeois. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

PROPOSITION

Nous proposons aux groupes, fractions, tendances, organisations communistes révolutionnaires de tous les pays, sur la base d'un accord global sur ces axes programmatiques :

- des déclarations internationales communes sur les questions principales de la lutte des classes mondiale (à commencer par le génocide à Gaza),
- les invitations réciproques aux conférences, congrès, camps de formation,
- des actions communes dans chaque pays où les organisations en accord coexistent,
- la préparation de thèses sur les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire...

afin de préparer la fusion au sein d'une organisation internationale (centralisée et démocratique) sur la base du programme communiste,



RÉVOLUTION COMMUNISTE

Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.. Dire la vérité sur les gouvernants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers.
(Trotsky, 1929)

Bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI

Abonnement : 20 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français, turc : revoluclonpermanente.com

Site de l'EKIB/Turquie : patronsuzdunya.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de l'IKC/État espagnol : ikcirklo.org

Site d'OR/Argentine : octubrerojoorg.wordpress.com



En décembre 2002, à Buenos-Aires, se retrouvent la LOI d'Argentine, le GOI du Chili, le CWG de Nouvelle-Zélande, LM du Pérou, le GB de France. Les cinq forment un Collectif sur une base politique commune (*Appel*, 2003). À l'opposé des principaux courants « trotskystes », le Collectif récuse toute illusion parlementaire et électorale, réaffirme la nécessité de l'auto-organisation et de l'autodéfense, de l'activité au sein des syndicats contre leurs bureaucraties. S'il prend

position aux côtés des peuples opprimés contre le sionisme et toute domination ethnique, aux côtés des pays dominés contre les puissances impérialistes, le Collectif rejette toute soumission à la bourgeoisie ou à la petite bourgeoisie nationale, qu'elle se prétende « socialiste » ou religieuse (*Appel*, condition 6). Il s'oppose explicitement à tout front populaire et à sa variante dans les pays dominés, le « front uni antiimpérialiste » (condition 5). Néanmoins, il ne tire pas la leçon de la contrerévolution islamiste de 1979 en Iran alors que la FB-LIT de Moreno, d'où viennent la LOI et le GOI, avait cru que la hiérarchie cléricalitaire dirigeait une révolution. Le Collectif reste ambigu sur la survie de la 4^e Internationale, 50 ans après sa destruction. À tort, il considère que la Chine reste un État ouvrier, 10 ans après la restauration du capitalisme par la fraction majoritaire de la bureaucratie stalino-maoïste.

Pour autant, le caudillo de la LOI, Munzer, n'a aucune intention d'avoir les mains liées par le programme du Collectif. Dès que son petit appareil bureaucratique prend pied au Pérou et en Bolivie, il déclenche une offensive mensongère contre PO de Bolivie et LM du Pérou. Puis, avec l'aide des CWG des États-Unis et de Nouvelle-Zélande, il lance une campagne calomniatrice contre le GB de France et le GG d'Espagne. La suite va en révéler le contenu politique : en 2012, quand la bourgeoisie islamiste prend en Syrie la tête de l'opposition à Assad, la LOI oublie tout ce qu'elle avait signé en 2003 et prétend que ces contrerévolutionnaires dirigent une « révolution permanente » (sic). Munzer envoie même des militants rejoindre leurs rangs sous le nom de « brigade Leon Sedov » (sic). Cela suscite l'admiration des pro-islamistes Pröbsting du RKOÖ d'Autriche et de Brown du CWG.

Le Collectif, après la désertion de la LOI et du CWG, maintient le cap du communisme (*Charte*, 2004). Il rectifie son erreur sur la Chine et il s'adresse, à la mesure de ses moyens, à tous ceux qui tentent de préparer la révolution socialiste internationale dont le seul agent possible est le prolétariat mondial (*Plateforme*, 2017). Après vingt ans d'activité internationale coordonnée, le Collectif révolution permanente tient en 2024 sa première conférence avec des délégués d'Autriche, d'Espagne, de France et de Turquie. Elle adopte un manifeste et des statuts. Le CoReP lance un appel international aux communistes révolutionnaires de tous les pays. Ces documents figurent dans cette brochure avec l'appel de 2003 et la charte de 2004.